CRITIQUE DE L'ANARCHISME (voir p. 7)

Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

avril 1977

mensuel n° 36

2 ff 20fb/1.5fs/50cts can.

sommaire

Nationalisations............. p. 2
La LCR défend la patrie...... p. 2
Ecologie..................... p. 3
Belgique : crise politique... p. 3
Ouganda : la barbarie........ p. 4
"Union Ouvrière"............. p. 4
Les PC à Madrid.............. p. 5
Rivalités inter-impérialistes p. 5
Les anarchistes dans l'AIT... p. 7
Chine 2?..................... p. 8

LES CHIENS DE GARDE

C'est Ferry, forban de la III° République qui pouvait dire "Le suffrage universel est le plus solide fondement de l'ordre social" ; c'est "Le Temps" porte-voix actif de l'impérialisme tricolore qui précisait: "hors de lui rien ne reste, il constitue toutes nos garanties et nos espérances". Qu'il avait raison l'ennemi de classe de célébrer dans le droit de vote le gardien de ses privilèges, complètant le rôle du gendarme et du curé! Oui, le régime parlementaire a rendu plus supportable l'enfer de la fabrique, mais ce que les travailleurs ont arraché, c'est par une lutte sanglante et non par l'usage pacifique du droit de vote. Jamais plus les élections ne donneront à la classe exploitée un os à ronger pour calmer sa faim. Un siècle de parlementarisme a apporté l'Empire et ses guerres, Versailles s'abreuvant du sang des Communards; la République anti-sémite ; l'Assemblée "bleu horizon", la "chaussette à clous" les guerres impérialistes et coloniales.

Par le suffrage universel, la bourgeoisie a pu couvrir toutes ces forfaitures du masque de la prétendue "souveraineté populaire", ériger la potence où pendent lamentablement toutes les illusions des travailleurs à qui fut inculqué qu'ils pouvaient, par la voie électorale, faire l'économie de la révolution. C'est cette réalité qui est passée sous silence, même par les partisans attardés du "parlementarisme révolutionnaire". Il n'y a pas et il ne peut plus y avoir de Liebknecht, de Hoglund, de fraction bolchévique pour attaquer, du haut de la tribune parlementaire, l'appareil d'Etat, mais les gnomes Krivine et Laguiller pour rendre hommage à la "gestion sociale" des municipalités staliniennes !

Un premier tour de scrutin a donné aux listes d'extrême-gauche 5% des voix. Dans les quartiers ouvriers, un certain nombre de travailleurs ont exprimé, en plus de leur volonté de changement de gouvernement, une méfiance à l'égard de la Gauche. Pour le second tour, les gauchistes ont appelé ces travailleurs à bloquer leurs voix sur les listes d'Union, remplissant le rôle qui leur est particulièrement dévolu, celui du chien de berger qui ramène les brebis égarées sous la houlette des maîtres du troupeau. Les "municipales" de mars 77 ont confirmé le gauchisme comme grand rabatteur de voix ouvrières dans le champ de tir de la gauche. Le voilà en position de donner des leçons à Marchais et Mitterrand sur l'art et la manière de rendre complète la "Victoire" : mobiliser massivement les travailleurs pour un gouvernement PC-PS. Un gouvernement avec pour ministres les assassins de Karl et de Rosa et les artisans de l'intensification de la guerre en Algérie : un gouvernement avec les égorgeurs staliniens, c'est tout simplement un renforcement de l'Etat bourgeois pour mater la classe ouvrière !

Partout dans le monde l'approfondissement de la crise donne des ailes à ces oiseaux de malheur du gauchisme dont le vol a souvent été le signe annonciateur de la tragédie du prolétariat. Comme au Chili, au Pérou, au Portugal où il fallait soutenir les expériences de "révolution dans la légalité", "par étapes", "des oeillets". Comme en Italie où ceux de "Democrazia Proletaria", entrés tambour battant dans l'arène parlementaire réclament au pouvoir le PCI, parti du "sacrifice national". Comme en Espagne où Carrillo doit reconnaître l'utilité d'avoir des oppositionnels sur sa gauche. Comme en Belgique où, après avoir tenté de négocier en vain une alliance avec le PC, les trotskystes se présentent aux élections législatives.

Ces mêmes ouvriers qui hier votaient, dupés par le clinquant démocratique et éblouis par toutes les oriflammes bourgeoises, ceux-là devront demain déployer l'immense énergie jusque là refoulée par les institutions démocratiques pour repartir à l'"assaut du ciel".

FRANCE

LA CRISE POLITIQUE

Après les convulsions qui ont agité ces derniers temps les pays d'Europe du Sud, la crise politique déferle aujourd'hui sur la France. Face à un échec cuisant aux élections municipales qui vient confirmer la tendance des cantonales du printemps dernier et les législatives partielles de l'automne, le premier gouvernement Barre a présenté sa démission. Aujourd'hui, l'équipe dirigeante rassemblée autour de Giscard d'Estaing et de Raymond Barre est doublement minoritaire. D'une part, la "coalition" des partie de l'ex-"majorité" est nettement devancée par les partis de gauche. D'autre part, le principal parti au pouvoir s'est conduit depuis six mois plus en parti d'opposition qu'en parti de gouvernement. C'est là une situation bien précaire pour un exécutif qui entend mener à bien un plan "d'assainissement" de l'économie. De fait, une ambiance de fin de règne enveloppe de plus en plus le régime: même parmi lee plus fervente partisans de la droite on ne se fait plue d'illusion. La prochaine venue de la gauche au pouvoir s'impose d'évidence. Cependant, la bourgeoisie n'a pas pu régler cette relève de ses équipes dirigeantes avec la précision qu'elle aime étaler dans see cérémonies protocolaires. Contrairement à oe qu'on peut observer dans dee pays de plus puissante bourgeoisie, on ne va pas assister en France à un simple remplacement bien orchestré de la droite par la gauche. C'est dans la confusion, traduction de la faillite économique et dee faiblesses structurelles de la bourgeoisie française que va se faire cette relève autour de laquelle on pourra voir des reclassements spectaculaires et, peut-être surprenante entre les différentes forces politiques de la classe dominante.

la montée de la gauche

• Le phénomène majeur de la vie politique en France ces dernières années et que viennent d'Illustrer avec éclat les élections municipales est incontestablement la montée de la gauche. Loin de correspondre à une "grande victoire" de la classe ouvrière comme le prétendent les roquets trotskystes, il s'agit là d'un renforcement du capital face aux coups de boutoir de la crise et à la menace de la lutte de classe. En effet, les fractions de gauche de l'appareil politique du capital sont les mieux armées, à la fols pour imposer à l'ensemble de la société les mesures de capitalisme d'Etat seules capables, non d'empêcher, mais de ralentir la décomposition économique,et, â la fois, pour les présenter comme des "victoires" de la classe ouvrière et lui faire accepter, au nom de "l'intérêt national" et même du "socialisme",' un surcroît de sacrifices. Cependant, si la gauche tend de plus en plus 2' devenir dans la plupart des pays la roue de secours du capital, les institutions bourgeoises ne lui garantissent pas nécessairement et automatiquement le succès face aux autres forces du capitalisme : les récentes victoires ou poussées de la droite en Suède, en Allemagne, en Grande-Bretagne et même en Inde le confirment. Dans la démocratie bourgeoise, il n'y a pas de relation mécanique entre les besoins objectifs et les résultats électoraux.'

En France, par contre, un règne de deux décennies de la droite installée solidement au pouvoir à la faveur de la guerre d'Algérie,a progressivement préparé l'avènement triomphal de la gauche au moment où celui-ci fait sentir le plus sa nécessité. De ce point de vue, on peut considérer que la bourgeoisie française est politiquement bien armée, ou en tout cas mieux que certaines de ses voisines, pour affronter les difficultés qui l'attendent.

Cependant, la crise sans issue du mode de production capitaliste ne saurait épargner la sphère politique de la société y compris quand celle-ci parvient à se doter des meilleures armes pour l'affronter. En France, comme partout ailleurs, ce n'est pas un tapis rouge qui se déploie devant la marche triomphale de la gauche : c'est un chemin des plus tortueux et semé d'embûches.

Les divisions spectaculaires de l'actuelle "majorité" peuvent se comprendre ne serait-ce que par son affrontement devant la poussée de la gauche. Elles sont le reflet de son "sauve qui peut". Mais, le camp des vainqueurs lui-même n'échappe pas è ce genre de divisions comme on a pu le constater encore à la veille des municipales et si l'euphorie de la victoire tend à unifier ses rangs ses divergences comme on va le voir, ne sont pas moins significatives que celles de la "majorité". Elles en constituent même, d'une certaine façon, le symétrique.

les divisions de la bourgeoisie française

Depuis la 2nde guerre mondiale, il existe en France quatre grandes forces politiques fondamentales de la bourgeoisie dont les alliances constituent les différentes formules gouvernementales : deux forces de droite ou "centristes" : le gaullisme, et le centre-droit libéral ; et deux forces de gauche : le PS et le PC. Au milieu,les radicaux ont joué un rôle ambivalent : un pied dans la droite, un pied dans la gauche, suivant les besoins.Cette relative dispersion, constitue indiscutablement la manifestation d'une certaine faiblesse de la bourgeoisie française (la bour-

(suite p. 2)

ITALIE

le mouvement étudiant: désespérés et aspirants bureaucrates

• Un mois après, presque jour pour jour que le secrétaire général du principal syndicat italien, Lama, se fit chasser de l'Université de Rome par les étudiants en grève, syndicats et PCI, main dans la main avec le parti gouvernemental de la Démocratie Chrétienne, ont fait défiler à Bologne, vitrine de la gestion municipale du PCI, 200 000 personnes devant une contre-manifestation de moins de 5 000 étudiants. Entre les deux événements, le PC a du se livrer à une "auto-critique" de son attitude à l'égard des "étudiants et des marginalisés", dont il avait comparé le mouvement aux débuts du fascisme, (jusqu'à organiser à Florence le 7 mars une rencontre des syndicats de la métallurgie avec des délégations d'étudiants) ; le 11 mars, un étudiant a été tué par la police à Bologne, et le lendemain, au cours des manifestations de protestation, en particulier à Rome,des armureries ont été pillées, des voitures incendiées, des policiers et des manifestants blessés par balle.

La manifestation de Bologne *pour l'ordre et la sécurité démocratiques", qualifiée par les responsables du PC de "réponse formidable, succès démocratique, populaire et unitaire" n'a trompé personne. Ce ramassis de gens amenés de toute la région par cars et trains sous le contrôle du PCI et de la DC, n'a été qu'un des événements récents qui marquent l'enfoncement de la classe dominante italienne dans une crise politique dont les issues semblent de plus en plus difficiles. Ainsi,deux jours après cette preuve "d'unité démocratique", le

(suite p. 3)

GRANDE-BRETAGNE

LA GAUCHE CONTRE LES GREVES

• La venue du gouvernement Wilson en 1974 avait permis de résorber la grève des mineurs et au travers du "contrat social", avait fait peser sur la classe ouvrière l'étouffoir de l'appareil syndical et la mystification d'un parti travailliste au pouvoir, le tout sur fond de la pseudo "relance" des années 74-75, offrant ainsi à la bourgeoisie britannique un répit de 2-3 ans. Mais la crise n'en a pas moins continué son Inexorable travail de sape, et l'économie britannique s'est retrouvée de nouveau au bord de la banqueroute, obligée de faire appel à la solidarité de son bloc de tutelle (prêts du FMI) et d'attaquer encore plus fortement le niveau de vie de la classe ouvrière.

Ces derniers mois, la menace de grève des marins, les luttes â l'usine Ford de Dagenham ont ontré la réaction dde la classe ouvrière qui a culminé le mois dernier avec la grève de British Leyland, entreprise pilote du secteur nationalisé de l'économie de la Grande-Bretagne, l'équivalent de ce qu'est Renault pour la France.

Lorsque la grève éclate à British Leyland, c'est contre l'avis des syndicats qui défendent le "contrat social", qu'ils ont signé avec le gouvernement travailliste. Trois mille ouvriers ont bloqué â peupprès l'ensemble de la production du plus grandcconstructeur automobile de Grande-Bretagne.Refusant de négocier au travers de la hiérarchie syndicale,même sous la menace de licenciements, les travailleurs de British Leyland ont montré l'intensité du mécontentement grandissant au sein de la classe ouvrière.

Cependant, la faiblesse relative de la grève, isolée, soumise â la colossale pression de l'Etat (presse, télévision, syndicats, e t c .), est particulièrement illustrée par la division des ouvriers entre eux sur des revendications telles que la restauration de la distinction entre ouvriers qualifiés et non-qualifiés par exemple. Si cette grève marquait une profonde défiance vis-à-vis de l'appareil des Trade-unions, elle n'en est pas moins restée encadrée par la structure de base de l'appareil syndical :les shop-stewards, qui contrôlent constamment les comités de grève. Les shop-stewards (délégués d'ateliers) constituent une des plus insidieuse illusion au sein du prolétariat britannique : à l'origine, ceux-ci étaient un instrument de lutte dont la classe ouvrière s'était dotée en Angleterre dans les années 20, mais avec le reflux, en se maintenant sur le terrain de défense économique, ils ne pouvaient devenir que des instruments de l'appareil d'Etat : la base de l'appareil syndical des TUC.

Ce sont ces faiblesses qui ont permis au gouvernement Callaghan, qui représente la droite du parti travailliste, de réagir à la grève par une attaque frontale tandis que la gauche du parti travailliste, qui traditionnellement, est liée à l'appareil syndical des Trade-Unions, a pu mener son travail de sape, d'isolement de la grève, de division et de démoralisation des travailleurs. La bourgeoisie britannique s'est bien divisé le travail de manière à briser la grève et à faire reprendre la production sans avantages réels accordés aux ouvriers, avantages qui de toutes façons se seraient révélés bien illusoires face au développement des conséquences de la crise sur le niveau de vie des travailleurs.

(suite p. 4)

LA CRISE POLITIQUE

(suite de la p.1)

geoisle américaine, par exemple, a pu réduire à deux ses forces politiques dominantes). Ces quatre forces se divisent sur des problèmes de politique intérieure : référence ou non au "socialisme"(lire le capitalisme d'Etat) mais également sur des problèmes de politique extérieure» Au nationalisme virulent et anti-atlantiste des gaullistes et des staliniens fait corps la bien plus grande souplesse des socialistes et des "libéraux" à l'égard de la puissance de tutelle : les USA. Cela explique en grande partie l'alliance privilégiée des gaullistes et des staliniens dans la "Résistance" et la "Reconstruction Nationale" du premier après-guerre de même que les combinaisons SFIO-radicaux-droite libérale de la période de "guerre froide" qui l'a suivie.

Du point de vue de la politique intérieure, il est indiscutable que c'est la formule d'alliance entre le PC et le PS qui est aujourd'hui la plus apte à faire face à la situation. Cependant, comme nous l'avons fait apparaître dans plusieurs articles de la presse du CCI (1), la politique bourgeoise face à l'aggravation de la crise, n'est pas déterminée seulement par des exigences de politique intérieure mais également de politique extérieure. L'exacerbâtion des tensions inter-impérialistes Impose le resserrement des rangs autour des deux puissances majeures. Contrairement à ce que pensent certains, 11 n'y a pas aujourd'hui "effritement des blocs", mais bien renforcement de ceux-ci et toute politique réaliste de la bourgeoisie implique la prise en compte de cette nécessité.-

A l'heure actuelle, en France, la force politique qui synthétise le mieux les différentes exigences du capital national est le Parti Socialiste. C'est pour cette raison que, non seulement sur le plan électoral, mais également à l'égard de l'ensemble des différents secteurs de la faune politicienne, il est devenu un véritable point de ralliement aussi bien pour des "gauchistes" repentis comme Régis Debray ou Michel Rocard que pour les transfuges du gaullisme comme Pisani ou Jacques Delors.De fait, la faiblesse, pour ne pas dire la déliquescence, de la social-démocratie en France suite à ses déboires face à la question algérienne et ses atermoiements face à De Gaulle en 58, constituaient une véritable anomalie pour un pays relativement développé comme la France. Le fond fut touché avec les risibles 5 % de Déferre aux présidentielles de 69. Incapable de se rénover tout seul, ce parti sclérosé de notables ne dut son "salut" qu'à l'intervention d'un"homme providentiel" venu du dehors, François Mitterrand, qui, le jour même de son entrée au PS, en devint le chef incontesté (Congrès d'Epinay en 71).Depuis cette date, le PS a amorcé une remontée qui en a fait "le premier parti de France"... conformément aux besoins du capital de ce pays.

Après le PR et le parti gaulliste dans le passé, le PS est donc devenu le grand parti de la bourgeoisie,base indispensable aux différentes combinaisons gouvernementales.

Le parti dont il prend, dans ce domaine, la succession, est, par contre,celui qui synthétise le mieux ce qui est devenu inapproprié pour le capital français: les vieux thèmes éculés de la droite et "l'indépendance nationale". Après avoir permis, par ses caractéristiques nationalistes, autoritaristes et populistes à museler les résistances des secteurs coloniaux anachroniques de la bourgeoisie, régler l'affaire algérienne et moderniser aussi bien l'appareil politique que productif du capital français, l'heure de la retraite a sonné pour le gaullisme. C'est cela que Giscard a compris depuis longtemps. Au nom du "rééquilibrage", il n'a cessé depuis 74 de faire des appels du pied au PS afin de pouvoir se passer des services du gaullisme ou réduire radicalement son influence. Après avoir absorbé la totalité du centre "d'opposition", l'"ouverture à gauche" lui aurait permis à la fois de rénover un régime usé et de regrouper tous les atlantlstes.

C'est contre cette tentative que s est développé la campagne de Chirac : pour lui, le PS est "l'ennemi principal". Malgré l'étiquette de "diviseur" que lui colle l'entourage de Giscard,il n'a pas pour but de rompre avec celuici. Au contraire, son agitation est destinée à tenter d'empêcher une telle rupture. Devant le Comité Central du RPR, Chirac a encore déclaré le 27 mars : "Le RPR est décidé à se comporter en partenaire loyal dans la majorité, ce qui suppose une concertation active et permanente sans exclusive ni agression... et l'on ne doit plus parler du rééquilibrage de la majorité".

De son côté, le PC, même si le capital français a de plus en plus besoin de ses services, nourrit le même type de craintes. Malgré ses "révisions déchirantes" de ces dernières années,ses critiques de plus en plus acerbes à l'égard de l'URSS, malgré son 22ème Congrès, il n'apparaît pas comme un allié fiable du bloc américain : il se sent toujours menacé par la reconduction de la 3ème force, c'est-à-dire de la vieille alliance de la "guerre froide".C'est pour cela que son langage est le symétrique de celui de Chirac. Notamment,et contre l'évidence, il s'obstine à affirmer que l'affrontement au sein de la "majorité" est factice, "cousu de fil blanc". De même que le RPR n'est pas intéressé dans les divisions de la gauche, il ne l'est pas dans les divisions de la "majorité".

les perspectives après les municipales

Comme il était prévisible, la campagne électorale ne fait que commencer. Tous les yeux sont maintenant tournés vers les législatives de 78, pour lesquelles les préparatifs vont déjà bon train dans chaque parti.

Le principal futur vainqueur, le PS, prend ses dispositions pour devenir un "véritable parti du gouvernement" et met au pas le CERES, qui a tendance à faire passer l'Union de la gauche avant l'union du PS. Face aux sirènes giscardiennes, le PS fera la sourde oreille jusqu'aux législatives -tout en continuant à ne pas considérer "du tout les dirigeants de l'actuelle majorité comme (ses) ennemis" (Mitterand). Pour l'heure, l'union avec le PC est trop payante électoralement pour qu'on la remette en cause avant 78.

En face, Giscard a proposé une trêve au RPR jusqu'à cette échéance. Dans son discours du 28 mars, s'il annonce qu'il

(suite page ?)

(1) Cf. RI n°28, Revue Internationale n°7 et n°8.

TROTSKYSME

Un 'socialisme patriotique' ?

• A l'heure où les fractions de la bourgeoisie, droite et gauche, appellent les ouvriers à acheter, produire et se sacrifier de plus en plus durement pour l'économie nationale, les trotskystes ne sont pas restés à l'écart et ajoutent leur soi-disant verbe "radical" au concert national. Dans un tract distribué à l'EGF par la "Taupe Rouge", on a trouvé l'affirmation suivante : "Si les richesses de notre pays passaient aux mains de la population laborieuse, alors oui, la défense de la patrie contre la capital étranger aurait un sens" ... Ceux qui pensent que "le PC et le PS défendent l'intérêt national sans position de classe" prétendent trouver une ou des positions de classe pour la défense de l'intérêt national.

En effet, quelle position de classe exemplaire quand, à la suite de Trotsky qui, bien qu'indécis, avait appelé à la défense de la patrie russe avant la seconde guerre mondiale, les trotskystes passent à la pratique et participent à la résistance, soutenant la république contre le fascisme, et voyant sans doute dans le massacre qui suivit un combat pour la classe ouvrière!

Quelle position de classe aussi quand les trotskystes ne cessent de soutenir depuis trente ans dans les guerres inter-impérialistea, qu'ils préfèrent: appeler "guerres de libération nationale", l'alliance du prolétariat avec telle ou telle fraction de la bourgeoisie, pro-russe le plus souvent, justifiant tous les massacres et la barbarie croissante d'un système qui ne vit plus que du sang des ouvriers!

S'il est des positions de classe dont peuvent se réclamer les trotskystes, c'est bien de celles de la bourgeoisie, celles des fractions de gauche du capital qui, depuis, 50 ans, ont sans cesse accompli leur sale besogne, celle d'enfermer les ouvriers dans le cadre national et de mettre en pratique, chaque fois qu'il leur était possible, la théorie contre-révolutionnaire du "socialisme en un seul pays".

Mais que signifie donc pour les trotskystes le mot socialisme et qu'auraient donc à défendre les ouvriers dans une "patrie socialiste"? Le socialisme ou en tout cas la transition vers le socialisme se résume pour eux à des nationalisations et au contrôle ouvrier. Il n'y a rien qui puisse ressembler plus au capitalisme d'Etat que cela. En effet,les nationalisations ne sont en aucun cas une conquête ouvrière : si elles permettent une rationalisation momentanée de la concurrence au niveau du marché intérieur et ce sur le dos des travailleurs, elles ne font à long terme qu'exacerber les contradictions au niveau international. Quant au contrôle ouvrier, il ne peut être qu'un contrôle des ouvriers sur leur propre exploitation. Et c'est cela qu'ils voudraient faire passer pour du socialisme aux yeux des ouvriers, et c'est cela qu'ils présenteront aux ouvriers comme des conquêtes, comme des "acquis nationaux"! Le marxisme est implacablement clair sur cette question : pour la classe ouvrière qui doit détruire un système mondial, il n'y a à aucun moment possibilité de défendre une quelconque économie nationale à l'heure de la décadence, même si elle se cache sous un masque soi-disant "ouvrier"; le prolétariat ne possède pas de sol national, il ne possède aucun moyen de production, il ne possède que ses chaînes. Défendre les "richesses" de "son" pays veut dire pour lui défendre ses propres chaînes, défendre son exploitation. Les trotskystes voudraient nous faire croire qu'ils sont internationalistes parce qu'ils parlent de lutte "contre le capital étranger". Pour le prolétariat, il n'y a pas de capital "étranger" de même qu'il n'y a pas de capital "blanc", "noir" ou "jaune". Le prolétariat ne peut, sous peine de subir encore une défaite profonde, se laisser enrôler sous le drapeau national qu'il soit tricolore ou rouge. Il doit prendre conscience et dénoncer tous ceux qui l'appelent, une fois de plus, à sacrifier ses intérêts de classe pour la défense de la patrie.

P.F.

NATIONALISATIONS

les nationalisations: des béquilles pour le capital

"Choix de société : libéralisme ou collectivisme" pour tes uns, "moyen de transformation de la société" -présenté oomme plus ou moine radioal- pour les autres, le thème des nationalisations devient de plus en plus, à mesure que la perspective d'arrivée de la gauche au gouvernement en France se précise, le centre d'un débat auquel participe l'ensemble des forces de la bourgeoisie. Cheval de bataille à» toutes lee fractions de gauche de l'appareil politique du capital, ce programme de nationalisations, alors mime qu'il est présenté oomme "moyen de sortir de la criée" ou oame "des mesures socialistes" constitue un terrain de dévouement pour la classe ouvrière, l'appelant à "la défense de l'économie nationale", c'est-à-dire du capital national.

signes de la crise mais non remèdes à la crise

• Le PC, parti le plus résolu parmi les signataires du Programme Commun à élargir le contrôle de l'Etat, proclame : "Les communistes ne préconisent pas les nationalisations par plaisir mais pour résoudre la crise". Ce n'est pas "par plaisir", il est vrai, mais bien face à une crise qui lui impose ces mesures que la bourgeoisie est amenée à concentrer aux mains de l'Etat un appareil productif menacé d'asphyxie et ce n'est pas sans heurts ni résistance en son sein comme en témoigne la crise politique actuelle. Mais bien loin de présenter une issue, la nécessité d'un contrôle accru de l'Etat correspond en fait à l'enfoncement de l'économie nationale dans la crise et ne fait qu'exprimer sa faiblesse en même temps que les contradictions et les limites insurmontables d'un système où l'Etat reste la seule force capable d'imposer les besoins et les lois d'une concurrence capitaliste de plus en plus exacerbée.

En portant la part du contrôle direct de l'Etat à environ 15 % de l'économie nationale, les mesures prévues par le Programme Commun "permettraient à la France de rejoindre le peloton de tête des pays d'Europe occidentale pour l'extension du secteur nationalisé aux côtés du Portugal, de l'Italie et de la Grande-Bretagne qui ne sont pas précisément, que l'on sache, malgré ces mesures, des pays "sortis" de la crise.

Toutefois, les staliniens, étayant ainsi leur "théorie" du "capitalisme monopoliste d'Etat" assurent que "la responsabilité de la crise incombe au grand capital" (pour eux, exactement 25 entreprises !) . Pour rendre compte de l'énorme déficit enregistré par la plupart des entreprises du secteur public, ils expliquent que les difficultés des entreprises qui sont déjà' nationalisées seraient essentiellement dues au pillage de ce "grand capital". C'est pourquoi on refusera d'Indemniser*les gros porteurs tels MM. Dassault, de Wendel, Peugeot, Rotschild, Gillet et quelques centaines d'autres* comme preuve de combativité révolutionnaire. Ainsi, dans un article de "La Vie Ouvrière", hebdomadaire de la CGT (éloquemment Intitulé : "Si elles n'existaient pas, il faudrait les Inventer") : "Le secteur public est une vache 3 lait du secteur privé..."

Il suffirait alors d'étendre davantage (jusqu'à leur généralisation) les mesures de nationalisation pour redonner à la fois santé et prospérité au capital et sous-entendu abondance de biens aux travailleurs...

Il suffit de prendre l'exemple de l'URSS ou de n'importe quel autre pays de l'Est où le contrôle de l'Etat sur l'économie à atteint un niveau culminant pour monter l'aberration d'un tel énoncé. Récoltant dans ces pays les produits de "vaches sans lait", le marasme de la crise qui engendre les mêmes effets qu'ailleurs (réduction des salaires, intensification de l'exploitation) s'accompagne d'une disette de plus en plus chronique . Le contrôle rigoureux de l'Etat sur l'économie ne peut explicitement correspondre qu'à une planification de la misère.

des mesures 'socialistes' ?

Quand la gauche argue des "mesures sociales" que permettraient les nationalisations, c'est à l'évidence un ton plus bas. Néanmoins, les promesses ne manquent pas dans les discours : "garantie de l'emploi" (en nationalisant les secteurs les plus névralgiques comme la sidérurgie), "augmentation des biens", "amélioration des équipements sociaux" etc. Déjà, les licenciements à la SNIAS, ceux dans la sidérurgie britannique(décidés par un gouvernement "de gauche".) balaient toute propagande en ce sens. Ce qui détermine fondamentalement le renforcement général de l'Etat, c'est à l'inverse de cette sinistre démagogie, qu'il constitue la seule force économique capable d'imposer les mesures d'austérité et de rationnement qu'exige le capital en crise et cela principalement contre la classe ouvrière. Tel est le sens véritable qu'il faut donner au terme "rationalisation de l'économie*

Mais le fossé semble profond entre ceux qui entendent avant tout "préserver une économie de marché" (déclaration de Mitterrand au forum de l'Expansion avec les dirigeants d'entreprise) à travers ces mesures et ceux qui prétendent qu'elles permettent la réalisation d'une "approplration collective des moyens de production" comme les gauchistes. D'un côté, au colloque du PS on déclare : "Le patrimoine d'aucun actionnaire quel qu'il soit ne sera amputé" ; de l'autre, on réclame "des nationalisations sans indemnisation ni rachat — c'est-à-dire 1'expropriation des capitalistes" (Rouge) et cela "sous contrôle ouvrier véritable" (LO).

Alors que le PS, parti appelé à gérer très prochainement l'économie nationale à la tête du gouvernement s'efforce avant tout de s'assurer le soutien de l'ensemble de la bourgeoisie, cette apparente"radicalisation" en aboutissant à proposer la même solution n'a pour fonction que de mieux assurer la défense du capital national en appelant la classe ouvrière à y participer.

A la surenchère des gauchistes sur les partis de gauche permettant de présenter les nationalisations comme "des mesures véritablement socialistes"-et pour certains avec candeur-» à ce faux débat, on ne saurait mieux faire qu'y apposer, le jugement cynique d'un radical .

(suite page 4)

L'AUSTERITE EN VERT

"UNE PARTIE DE LA BOURGEOISIE CHERCHE A PORTER REMEDE AUX ANOMALIES SOCIALES,AFIN DE CONSOLIDER LA SOCIETE BOURGEOISE. DANS CETTE CATEGORIE, SE RANGENT LES ECONOMISTES, LES HUMANITAIRES, LES GENS QUI S'OCCUPENT D'AMELIORER LE SORT DE LA CLASSE OUVRIERE, D'ORGANISER LA BIENFAISANCE, DE PROTEGER LES ANIMAUX, BREF, LES REFORMATEURS EN CHAMBRE DE TOUT ACABIT." (Marx, le Manifeste Communiste).

• Aux dernières élections municipales, les résultats des écologistes ont surpris : de S à 17 7.. La simultanéité de iéveloppement de la crise du capital et de ce mouvement (la dernière manifestation écologique en Allemagne a fait plus de 300 blessés) pose le problème de sa signification : vers un dépassement du système ou expression de son enlisement?

Dans un premier temps, ces résultats sont effectivement l'expression d'un mécontentement, d'une certaine méfiance à l'égard du jeu politicard des partis traditionnels, d'un refus des conséquences de la crise. Qu'ils viennent de droite ou de gauche, ces bulletins de vote expriment les difficultés de couches rejetées de la production qui se concentre face à la crise (couches moyennes, artisans, petits commerçants, petits paysan) et qui ne voient à ce mal que le remède de "faire tourner en arrière la roue de l'histoire" (Marx). Si la grande majorité de cet électorat s'est reportée à gauche, ce n'est pas parce que la gauche aurait le monopole de la théorisation de la "croissance zéro": dans les années 30. c'est la droite qui en était porteuse. Mais c'est qu'aujourd'hui c'est la gauche qui constitue la nécessaire relève de la bourgeoisie face à la crise et au malaise social croissant.

Cependant, qu'elles aient ou non du succès chez ces couches anachroniques les théories écologiques correspondent à un besoin profond de la bourgeoisie, et c'est ce qui fait leur force. Tout mouvement qui s'attaque & un aspect partiel, sans force pour le remettre en question, ne peut aboutir qu'à une "rationalisation" des effets de sa crise. Ce n'est pas un hasard si les premiers écologistes du Club de Rome étaient des grands gestionnaires du capital. Quand une classe dominante est en difficulté, elle modifie ses idéologies en fonction de ses nécessités : l'heure n'est plus à une glorification d'un progrès que le capitalisme ne peut plus donner, mais à une justification de son incapacité de développement.

Ce qu'apportent les théories écologistes, ce n'est pas une prise de conscience des nuisances du système : le prolétariat ne les a pas attendu pour avoir conscience des fléaux qui accompagnent le capitalisme, exacerbés par la décadence du système : accidents de travail et maladies de la pollution, famines, guerres, etc... Ce qu'elles prétendent apporter c'est des solutions, ou du moins des couvertures pour justifier les seules solutions que puisse prendre le capitalisme. Théorisant les limites d'un capital incapable d'assurer même la survie de l'humanité, elles n'en sortent pas, mais tentent de les adapter : si les 2/3 de l'humanité crèvent de faim, que l'évolution du capitalisme en décadence tend à accroître de plus en plus cette proportion, ...il suffit de limiter la population. Les écologistes applaudissent aux barbaries d'un système qui, comme en Inde, ne trouve d'autre solution que de stériliser les hommes. Ils confondent les limites du système avec les limites de l'humanité. Si le capitalisme, contraint à s'étendre par ses lois propres se heurte à des limites de marché et plonge dans une crise de surproduction...il "suffit" de limiter la production. Si le pétrole coûte cher, ...supprimons les voitures. Si les ouvriers coûtent cher... limitons les salaires en limitant leur consommation.

Ce n'est pas que ces "solutions" soient réalisables, mais elles servent à colorer l'austérité : Berlinguer voit l'austérité comme un pas vers le socialisme. Les écologistes emboîtent le pas: les restrictions, tel est le progrès pour l'humanité : "il suffit d'arrêter les voitures, d'ouvrir sa porte, c'est la fête au village". On pourrait en rire, si la voix qui s'élevait de ces avatars de théories n'était celle de la classe bourgeoise, qui tente de diluer la classe ouvrière dans la population, voire de monter contre elle le mécontentent des autres couches : "la classe ouvrière française ne représente pas les intérêts de la population mondiale et de la biosphère. Nous ne céderons pas au chantage" (Lalonde). Aujourd'hui avec des fleurs, demain par une lutte à mort contre la classe ouvrière, celle qui est la seule classe qui représente effectivement les intérêts de l'humanité mondiale, parce qu'elle porte le dépassement des limites de ce système pourissant de barbarie, vers un monde dominé par les hommes.

D.T.

ITALIE

(suite de la p.1)

gouvernement annonçait de nouvelles mesures d'austérité et les syndicats devaient lancer en réponse,une grève générale...de quelques heures. Au sein du PC, des dissensions sur la ligne à suivre se faisaient jour : passer à l'opposition radicalement et cesser d'appuyer tacitement le gouvernement démocrate-chrétien ou exiger l'entrée officielle au gouvernement. En tout état de cause,l'impossibilité pour la bourgeoisie de continuer â gouverner comme auparavant, éclatait au grand jour.

un nouveau mai 68?

Au coeur des récents événements, les mouvements étudiants qui secouent la péninsule depuis le début de l'année, et à travers le ressurgissement d'un mouvement qui semblait presque disparu, se trouve posée la question : s'agit-il d'un nouveau 68 ? Comme 11 y a neuf ans des voitures sont brûlées par les étudiants, sur les murs on écrit des mots d'ordre comme le fameux : "Soyez réalistes, demandez l'impossible"... et les partis de gauche avec leurs syndicats se voient mis en question au nom de "la Révolution". Mais beaucoup de choses ont changé depuis 1968. Si les luttes des étudiants et des ouvriers à la fin des années 60 étaient des réactions aux premiers effets de la crise économique mondiale dans laquelle entrait le capitalisme (augmentation de l'inflation, ralentissement de l'embauche, surtout chez les jeunes depuis 65), ces effets ne s'exprimaient 2 l'époque que de façon timide.

En neuf ans la crise du capitalisme s'est épanouie dans toute sa puissance dévastatrice. La crainte du chômage s'est transformée en certitude, et l'inflation en s'accélérant réduit sans cesse les niveaux de vie. Les régimes politiques sont entrés en crise, même dans les pays les plus forts économiquement et l'horizon de la société capitaliste s'est assombri au point de se transformer en cul de sac.

Parallèlement, les luttes de la classe ouvrière qui, de 68 â 72,avaient transformé l'impatience des étudiants révoltés en certitude que "la révolution, c'est pour tout de suite", ont connu un ralentissement souvent très prononcé. Les syndicats contestés en 68 en France, en 69 en Italie, en 70 en Pologne par les prolétaires en lutte reprenaient le contrôle de la situation et les illusions électorales sur "la venue de la gauche au pouvoir" s'avèrent efficaces comme moyens de contrôle de la classe ouvrière.

Pour comprendre les effets que cette évolution a eu sur le mouvement étudiant, il faut distinguer dans l'amalgame des contestataires universitaires deux courants majeurs : il y a d'une part ceux qui réagissent à la difficulté du capitalisme â les intégrer comme cadres en se portant candidats â la gestion du capitalisme mais sous des formes "Spartiates", "rationnelles", préconisant l'élimination des aspects négatifs les plus criants du système, la substitution de ceux qui sont exploiteurs parce que "fils à papa" par des exploiteurs "parce que membres du parti" ou parce que "fonctionnaires" réellement dévoués à l'Etat. Ce sont eux qui s'opposent au capitalisme au nom du capitalisme à condition qu'il soit d'Etat, baptisé pour les besoins de la cause socialisme.

En Italie, ils s'appellent surtout PCI, PSI, Manifesto , PDUP ou Avanguardia Operaia, maoïstes ou trotskystes.

L'autre tendance dans la contestation étudiantine regroupe ceux qui ne croient même plus â cette possibilité, ceux qui ont d'une façon ou d'une autre senti confusément que le capitalisme ne pouvait plus offrir que la prolétarisation et aujourd'hui que la marginalisation, dans une société qui, par tous ses aspects s'enfonce dans la barbarie la plus totalitaire. Mais cette lucidité ne peut trouver de débouché concret dans 1'impuissance du monde irréel de l'université. Et, en l'absence d'un mouvement prolétarien capable de tracer une perspective réelle â la transformation révolutionnaire de la société, elle est vite condamnée au désespoir, au nihilisme, au scepticisme. En présence de luttes prolétariennes, ils parviennent dans le meilleur des cas â des positions ouvriéristes et ultra-spontanéistes, glorifiant plus l'individu ouvrier que le mouvement historique prolétarien dont ils ne parviennent jamais à saisir le contenu et la portée.

Ainsi, pour peu que les luttes ouvrières reculent, cette "révolte absolue", cet ouvriérisme impatient, se transforme facilement en mépris pour ces ouvriers qui, au lieu de satisfaire le désir de "révolution totale ici et maintenant", au lieu de réaliser le mot d'ordre "ne travaillez jamais", continuent d'aller â l'usine, remplissent les cortèges syndicaux, votent pour la gauche, regardent la télé, se moquent des homosexuels et battent leur femme.

L'Italie, pays où la marginalisation des étudiants a atteint depuis des années les niveaux les plus élevés, et où en même temps, les luttes ouvrières ont été remarquablement puissantes et, en 69, particulièrement anti-syndicales, ce genre de mouvements a connu un développement important.

Autonomie Operaia, Lotta Continua en partie, certains groupes terroristes tels les Brigades Rouges en sont les fleurons parmi les plus connus.

Neuf ans après 68, l'incapacité du capitalisme en crise à intégrer les jeunes ayant atteint ses limites extrêmes, le mouvement étudiant en Italie ressurgit avec une ampleur énorme (parti des universités du Sud, région la plus touchée par le chômage, le mouvement a touché tous les centres universitaires du pays et même des établissements secondaires).

Mais, à la différence de 68 où par le fait qu'il manifestait de l'ouverture d'une nouvelle période historique, il avait pu constituer dans certains cas un "détonateur" pour des luttes prolétariennes, il tend à n'apparaître aujourd'hui que comme une caricature de ses traits les plus négatifs.

Ainsi, devant la relative accalmie de de luttes ouvrières, devant l'apparente soumission des ouvriers aux syndicats et aux partis politiques de la la gauche, les tendances les plus révoltées apparaissent sous les formes les plus désespérées, désorientées, blasées, absurdes. Et ce qui, du point de vue de la révolution prolétarienne pourrait constituer un aspect positif, à savoir leur opposition absolue et violente aux agents du capital dans la classe ouvrière, les partis de gauche et et les syndicats, se transforme la plupart du temps non pas en un stimulant à la "lutte autonome" de la classe comme ils le clament, mais en une ridiculisation, une division de l'idée même de da la possibilité de se battre en dehors des cadres de la démocratie bourgeoise. Le PC a d'ailleurs su extraordinairement bien s'en servir pour renforcer ses appels au réalisme.

Quant aux autres tendances gauchistes, celles qui de façon "critique" participent au jeu de la politique "démocratique", Manifesto, PDUP.AO, etc. elles sont apparues, en défendant les partis de gauche et les syndicats et en dénonçant comme"agents provocateurs" ceux qui s'attaquaient aux "organisations ouvrières" (attitude dont participent en France aussi bien Rouge que LO ou l'OCT par leur presse), dans leur véritable nature : celle de"chiens de garde des chiens de garde".

Mais si ces deux expressions des classes moyennes en décomposition dans le capitalisme décadent, le désespoir et l'aspiration bureaucratique, ont pu prendre de façon aussi spectaculaire le devant de la scène dans la crise où s'enfonce l'Italie, c'est d'abord et avant tout parce-que la classe ouvrière se dégage encore mal du terrain où l'enferme tout l'appareil politique du capital. Quant le prolétariat ressurgira dans toute sa force et son autonomie véritable, le désespoir des"exclus"perdra sa raison d'être et les apprentis bureaucrates trouveront face à eux la seule force capable de les balayer à jamais de l'histoire.

RV

BELGIQUE

INSTABILITE POLITIQUE EN BELGIQUE

• Crise gouvernementale aux Pays-Bas, élections anticipées au Danemark sans effet sur la situation sociale, élections anticipées en Belgique, la crise politique touche l'Europe du Nord dans son confort paisible de pays "bien gérés". Partout, la difficulté à surmonter les lourdeurs anachroniques des institutions se fait sentir. En particulier, c'est à travers le problème spécifique de la régionalisation qu'elle s'illustre en Belgique.

Alors que la bourgeoisie belge semblait prête à affronter les effets de la crise, que le dialogue communautaire se réengageait entre tous les partis du Parlement, que Tindemans escomptait une conjoncture économique favorable, et qu'enfin le conclave gouvernemental de fin février laissait apparaître une majorité replâtrée, le premier ministre dissout les Chambres.

Les travailleurs iront donc voter bientôt. Des élections anticipées sont prévues le 17 avril.

On connaissait l'hétérogénéité de l'équipe gouvernementale mise sur pied en 1974 par Tindemans, alors que les socialistes, eux, sentaient la nécessité de suivre une cure d'opposition afin d'avoir un nouveau crédit auprès des travailleurs après plus de dix années de participation au pouvoir.

Le gouvernement n'avait fait illusion que par le biais de la "reprise" de fin 74-75. Mais il n'était pas armé pour affronter une situation économique et politique difficile et y répondre par des mesures énergiques. L'éclatement du R.W. (parti régionaliste wallon) illustrait parfaitement l'effritement de la cohésion interne du gouvernement. Mais ce sera surtout l'impossibilité de celui-ci à mener une politique rationnelle et cohérente qui exacerbera les antagonismes entre démocrates-chrétiens et libéraux.

De plus, le patronat, face aux à-coups de la crise, s'était attaqué violemment aux conditions sociales des travailleurs.. Les syndicats, répondant en cela à leur fonction, canalisaient tant bien que mal les réactions ouvrières, mais ne parvenaient plus à maintenir en application la paix sociale. Les voilà obligés à radicaliser leur langage afin de pouvoir mieux répondre à la poussée ouvrière sans en perdre le contrôle

L'annonce du plan Egmont, élaboré fin février, est prétexte à une vaste campagne sociale tant en Flandre qu'en Wallonie. La classe ouvrière, mécontente, oblige les démocrates chrétiens à prendre des distances face à ces mesures d'austérité présentées comme des mesures venues de "droite"...

En fait, elles sont un signe de la paralysie de la politique gouvernementale, comme en est un autre la grève nationale décidée en commun par la FGTB (syndicat socialiste) et la CSC (syndicat chrétien), et comme marque les limites du gouvernement la rupture entre "le mouvement ouvrier chrétien" et les ministres démocrates-chrétiens.

Pour éviter les risques d'une scission entre les D.C. radicalisés et les tenants d'une gestion gouvernementale, Tindemans, en parfait tacticien, prenant prétexte d'une question posée par les parlementaires du Rassemblement Wallon (RW) concernant la politique économique, renvoie les ministres de ces partis, dissout les chambres, et désamorce ainsi la mauvaise humeur des syndicats : voilà donc ceux-ci amenés à décommander la grève pour mobiliser les ouvriers dans une campagne sur "l'alternative démocratique et progressiste à la politique réactionnaire du gouvernement Tindemans". Ce qui ne se fera pas sans mal, le mécontentement ouvrier étant moins malléable que la politique bourgeoise! Ainsi, pour éviter de "laisser déborder la colère ouvrière", certaines délégations syndicales régionales n'ont pu suivre l'avis national et ont du maintenir les mots d'ordre de grèves...

Car, si cette campagne électorale anticipée vient à point pour distraire une poussée sociale, le nouveau parlement ne résoudra pas mieux les contradictions politiques actuelles de la bourgeoisie telles qu'elles s'illustrent en Belgique, en particulier à travers le problème communautaire. En effet la régionalisation inachevée imposée comme prix à la participation du RW. au gouvernement en 74, ne satisfait personne et réclame une solution rapide. C'est ce qu'exige le PSB pour revenir au gouvernement, et Cools, son président, réaf'tme que son parti veut plus que gérer les effets de la crise, et compte prendre des mesures globales demandant un pouvoir d'Etat renforcé.

La perspective d'une lutte "pour une véritable régionalisation" qui pourrait contenir l'agitation sociale n'est que le palliatif de cette bourgeoisie liée à des structures anachroniques qui l'alourdissent dans sa tentative de rationaliser les effets de la crise politique, crise qui ne fait que s'étendre dans toute l'Europe et déborder le cadre de ces questions particulières à une nation

Themis F.

UN ALIBI POUR LA BARBARIE «DEMOCRATIQUE»

• Le dernier épisode en date de la frénésie meurtrière du capital s'est soldé par quelque 300 000 victimes dans ce haut lieu de "l'Afrique anti-impérialiste et progressiste" (cf. la gauche et les gauchistes) qu'est l'Ouganda, caricaturant dans ce domaine privilégié du capital qu'est la violence ses mentors européens qui eux ont toujours su massacrer "proprement" en revotant les cadavres du linceul de la "défense de la liberté". Quand les bombes atomiques s'abattaient sur Nagasaki et Hiroshima venant clore une danse macabre ayant couché 50 millions d'êtres, l'holocauste portant l'estampille garantie de l'anti-fascisme, l'honneur de la "civilisation" était sauf. Aujourd'hui, l'Ouganda donne l'occasion aux démocrates de tout acabit d'entonner spontanément un unanime et vibrant hymne au respect des droits de l'homme qui n'a comme unique fonction que de masquer la réalité d'une barbarie toujours croissante devenue le lot quotidien d'une société agonisante en détournant l'attention sur quelques massacres spectaculaires et exotiques

Tendre un doigt horrifié sur le sang qui jaillit du crâne pourfendu par la sagaie permet de draper d'une vertu pudibonde les 20 millions de morts en 14-18, 50 millions en 39-45, et les quelques autres millions dans la poursuite des conflits inter-impérialistes appelés "luttes de libération nationale" ; ajoutez à cela quelques milliards d'êtres qui crèvent de faim, les quelques autres millions éliminés par les avatars de la vie quotidienne et enfin, l'instrument du travail qui, en France par exemple, tue et mutile l'ouvrier toutes les sept secondes et vous aurez ceux-là même qui se vautrent dans la démocratie pour tenter d'amnésier une humanité qu'ils vautrent dans le sang et qui, en se retirant de leurs colonies ont tracé des frontières administratives servant spécifiquement à délimiter leurs intérêts particuliers, laissant à l'intérieur des multitudes de tribus qui, immédiatement au travers de leurs rivalités, allaient servir de troupes de chocs dans les affrontements entre impérialismes à la recherche frénétique de nouveaux marchés nécessaires à leur survie, c'est ceux-là mêmes qui ont contribué activement à la venue au pouvoir d'Amin Dada pour arracher l'Ouganda à l'emprise du bloc russe.

Les prisons virent aussitôt s'opérer dans leur sein d'importants transferts de population et les crocodiles purent se repaître de façon tout à fait inacoutumée. C'est l'Angleterre qui soutint économiquement le pays, c'est Israël qui encadra l'armée du maréchal, ceux-là même qui, aujourd'hui appellent à la constitution de commissions d'enquêtes sur le non-respect des droits de l'homme en Ouganda.

L'ex-sergent du King's African Rifles s'empressa un an après la canonisation de ramener son pays dans le giron du bloc russe ; depuis lors, le bloc occidental ne cesse de tenter de reprendre pied en Ouganda au travers des tentatives régulières de renversement du président à vie menées par les ethnies Acholé et Sangole. Chacune de ces tentatives se terminèrent par une répression féroce . Incapable de survivre économiquement par ses propres moyens, l'Ouganda est maintenue en vie artificiellement par son bloc de tutelle en échange de la transformation de ce pays en une vaste base militaire destinée essentiellement à n'avoir plus qu'un intérêt stratégique et à intervenir comme pourvoyeur, en chair à canon.

Telles sont les destinées des nouvelles nations apparaissant d'emblée à l'époque de la décadence où le cadre national est devenu la principale entrave au développement des forces productives. Celles-ci ne sont condamnées à n'être plus que des champs d'affrontement d'impérialisme à la recherche de nouvelles zones d'influence. Qu'aujourd'hui, à une époque où seul l'engin de mort ne connaît pas de limites au développement et à la sophistication, un Etat soit contraint d'éliminer quelques milliers de personnes en leur cassant la tête -moyen artisanal s'il en est- constituera sans doute une preuve, pour les tenants de~la révolution démocratique bourgeoise à l'ordre du jour*dans les "aires arriérées", du "chemin qu'il reste à parcourir à ces pays" pour atteindre l'intégration dans le monde capitaliste. Dès lors, rien ne s'oppose plus, au nom des tâches bourgeoises restant à accomplir, au soutien de monstres que ne peut qu'engendrer un capitalisme qui, en unifiant le marché mondial, s'est désormais privé de la capacité de permettre tout développement réel de quelque "aire arriérée" que ce soit, mais, au contraire, ne peut qu'accentuer de façon criante misère et barbarie constituant là la preuve flagrante de limites historiiques amplement atteintes. D'un système social devenu aujourd'hui entrave à la marche irrésistible de l'histoire ne peuvent plus s'élever que les horreurs d'une barbarie toujours croissante à laquelle seul l'avènement du socialisme peut mettre un terme.

P.N.

GRANDE-BRETAGNE

(suite de la page l)

Le Parti Communiste britannique, bien plus faible en Grande-Bretagne qu'il ne l'est en France, et les différentes variétés de gauchistes ont joué leur rOle de chien de garde, apportant de fait leur soutien critique à la gauche du Labour Party qui avec ses représentants Foot et Benn participent au gouvernement Callaghan, essayant de polariser le mécontentement contre le "contrat social" dans un "front contre le contrat social',' mais ceci dans l'appareil récupérateur des TUC, dévoyant les luttes sur le terrain syndical au travers de la mystification des shop-stewards.

Au travers de sa lutte., le prolétariat en Grande-Bretagne peut voir de quelle façon la fraction de gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie (PC, travaillistes, gauchistes) actuellement au pouvoir et l'appareil syndical, signataires du "contrat social" savent faire terminer une grève, pour la défense des intérêts qu'ils représentent : ceux du capital national,contre la classe ouvrière.

Avec l'approfondissement de la crise, la bourgeoisie britannique voit ses contradictions s'approfondir et sa marge de manoeuvre fondre comme neige au soleil. Le gouvernement Callaghan s'est vu ces derniers mois confronté d'une part à l'opposition de secteurs archaïques de la bourgeoisie qui freinent la nécessaire tendance au capitalisme d'Etat, et d'autre part à une montée du mécontentement de la classe ouvrière, qui subit le poids de l'austérité. La marge de manoeuvre est étroite entre la nécessité d'élargir la majorité gouvernementale comme le traduit le récent accor de Callaghan avec les libéraux de Steel, et la nécessité de renforcer le contrôle syndical sur la classe ouvrière, le gouvernement étant obligé de balancer entre une ouverture à "droite" et une ouverture à "gauche".

Actuellement, la gauche du parti travailliste est encore ambiguë dans son allégeance aux intérêts du bloc américain, comme le traduit son opposition à la CEE ou aux crédits à l'armée, et c'est la fraction Callaghan qui bénéficie de la sympathie US, comme le traduit le récent voyage du premier ministre britannique à Washington. L'intérêt dominant dans la période actuelle est l'intérêt du bloc, et tant que la lutte de classe ne sera pas plus aigue, la nécessité de la venue de la gauche du Labour au pouvoir ne s'imposera pas.

Mais avec la dégradation économique du capital britannique, la classe ouvrière sera obligée de répondre de plus en plus fortement à l'attaque de la bourgeoisie. La venue de la gauche au pouvoir sera de plus en plus une nécessité, non seulement pour le capital national, mais pour le bloc dans son ensemble, pour mieux assurer la stabilité sociale. En ce sens, le gouvernement Callaghan est un gouvernement de transition qui prépare déjà le terrain à un nouveau pas en avant de la gauche, arme spécifique de la bourgeoisie pour contrôler la classe ouvrière.

J.J.

NATIONALISATIONS

(suite de la page 2)

de gauche qui exprime bien tout un "programme" pour la gauche et l'extrême-gauche du capital : "Que peut attendre la gauche des nationalisations ? D'abord et c'est fort important, une grande satisfaction psychologique donnée à la classe ouvrière".

Quant à la réalité des nationalisations, elle s'exprime pour la classe sans équivoque à travers l'histoire, bien autrement que dans les discours et les débats de la bourgeoisie :
36/39 : un peu partout, partis de droite, fascistes, fronts populaires, chacun de leur côté nationalisent... les industries d'armement et les industries lourdes pour fourbir les armes allant servir au massacre généralisé de la classe sur l'autel des blocs impérialistes ;
45/48 : Renault, l'industrie minière, le gaz, l'électricité, les transports aériens entre autres, sont nationalisés par la droite comme par la gauche pour l'oeuvre de "reconstruction nationale". Appropriation collective des travailleurs ? "La grève est l'arme des trusts ... La classe ouvrière doit retrousser ses manches".

Aujourd'hui comme hier, l'exploitation des prolétaires n'a fait que s'intensifier en passant sous le contrôle de l'Etat : "La qualité du travail des cheminots français ? La SNCF emploie 7,9 agents par kilomètre de ligne exploitée contre 14 Outre-Rhin. En 10 ans, la productivité y a augmenté de 28% avec 10 000 cheminots en moins" ("La Vie Ouvrière"du 7 mars 77).

Mais demain, avec les nécessités de "rationalisation" accrue, face au développement de la crise, avec leur extension par la mise en place d'un gouvernement de gauche, avec des "sacrifices" toujours plus grands au nom de "l'intérêt de l'économie nationale" et une attaque plus féroce des conditions de vie des prolétaires, elles constitueront le fer de lance des mesures de barbarie d'un système pourrissant.

Y. D.

POLEMIQUE

de l'"union ouvrière" à la négation de la classe ouvrière

L'"Union Ouvrière", groupe sorti de V'organisation trotskyste "Lutte Ouvrière" voici trois ans, nous avait promis dans son mensuel du même nom n° 12-13 qu'elle allait mettre "du vin nouveau dans des outres nouvelles". Nous avions dit alors ce à quoi nous faisait penser le goût de ce"vin"(l). A lire la "Chronique des révolutions de la terre", bulletin de liaison des "unités actives" qui succèdent à l'UO aujourd'hui défunte, il apparaît que noue ne noue trompions pas et que nos "défricheurs de l'intelligence" n'ont en fait rien trouvé de plus nouveau que des resucées d'idées modernistes que,depuis bientôt plus de vingt ans, des groupes aussi nombreux qu'éphémères s'attachent à avancer contre la classe ouvrière (2). On retrouve dans la"Chroniques" ses succédanée locaux ("L'Injure Sociale", "L'Ordre des choses", "Abolition de l'esclavage salarié"), ce qui relie tous ces groupes entre eux : la négation de la classe ouvrière comme seule classe révolutionnaire, le rejet de l'expérience historique de la classe ouvrière et des organisations qu'elle a sécrétées.

Et, pour cela, l'avenir de l'ex-UO sera celui de ses prédécesseurs, le néant. Manifestant ici la difficulté énorme qu'ont Us groupes issus d'une organisation bourgeoise à retrouver Us positions révolutionnaires et à rompre avec Us idéologies de la contre-révolution qui dominent depuis plus de cinquante ans U société du capitalisme décadent.

• "Chronique des révolutions de la terre" se présente comme le résultat "d'un mouvement vigoureux d'arrachement et de rupture" «une conscience nouvelle des besoins et des tâches" de ceux qui constituaient UO, besoins et tâches étant un "effort constant pour traquer les enchantements mortels de l'idéologie" de poursuivre "l'inévitable critique de soi".

Et on nous dit sans rire que pour cette activité, la publication du journal mensuel UO "avec toutes les contraintes pratiques qu'elle supposait était une nouvelle manière d'immobilité" , d'autant plus que cela faisait sentir ses effets sur "les relations et activités" des membres du groupe et quoi de plus insupportable pour les novateurs de la pensée révolutionnaire que de voir le contenu du bimensuel menacé "de son côté de virer à la redite".

Pour tout cela aussi est considéré comme*pas en avant"de réduire le tirage de la revue, de la diffuser moins publiquement, etc.

Pour les rédacteurs de la "Chronique", il semble que leur vision du monde ne se pose pas en termes de classe, mais en termes d'individus, que l'on nous présente comme les éléments actifs des "mouvements de révolution" et auxquels la revue donnera "toute l'importance accordée aux manifestations... de la critique sociale réelle". Cette vision, malgré tout le langage radical qui la véhicule, relève de la vision bourgeoise du monde où toute conscience est avant tout l'affaire d'individus isolés ou de groupes d'individus. On comprend alors pourquoi toutes les activités de nos "aventuriers" sont envisagées en fonction de leurs besoins et non pas en fonction de la classe qui est le seul sujet de la transformation communiste de la société : le prolétariat.

Rejetant toute la "théorie et la pratique" du 'vieux mouvement ouvrier", gardant de son origine trotskyste une incompréhension de la nature révolutionnaire de la classe ouvrière, l'UO s'est coupée des moyens lui permettant de rompre effectivement avec la contre-révolution. Il n'est pas étonnant de voir ce que cela donne aujourd'hui. S'enfonçant de plus en plus dans la reprise des arguments de tous les courants moderniste, l'UO donne naissance maintenant à une revue traduisant sa régression où pointe en filigrane toute l'atomisation et le découragement des militants qui seront la fin d'un processus qui illustre pratiquement ce que les révolutionnaires avaient théoriquement posé à la naissance de l'UO (3)s

La difficulté pour un groupe scissionnant d'avec une organisation bourgeoise de se situer sur des positions politiques du prolétariat. Difficulté qui consiste à rompre effectivement tout lien avec la contre-révolution. Car, sinon, "on croit rompre les liens avec l'organisation d'origine en s'efforçant de défendre le "contraire" de tout ce que pouvait défendre l'ancienne. Mais le critère d'orientation politique n'est pas pour autant l'expérience historique des luttes de la classe ouvrière.

Lorsqu'on s'attache essentiellement à prendre le contre-pied d'une idéologie bourgeoise, on ne peut aboutir qu'à un symétrique tout aussi bourgeois que la première" (RI n° 13). Le résultat de tout cela étant "le rejet du marxisme, ...le rejet de toute l'expérience historique considérée comme vieille chos.'.'

Dans une période qui ouvre à la classe ouvrière le chemin de son combat historique et où l'effort essentiel des révolutionnaires se porte sur le regroupement des faibles forces prolétariennes existantes, autour d'un programme politique clair et cohérent dans le but de les préparer à assumer leurs tâches dans la révolution prolétarienne qui s'annonce, ce n'est pas par des rires et des applaudissements qu'ils saluent l'évolution actuelle d'de l'ex-UO, même si cela confirme ce qu'ils avaient pu penser sur l'avenir de ce groupe. Aujourd'hui comme hier, ils réitèrent leurs appels pour que ceux des éléments de l'UO oui refusent de retomber dans une autre facette du gauchisme, rompent avec ce courant, quittent ce sous-produit moderniste pour retrouver les positions politiques de la classe et ainsi réaliser ce que ne pouvait faire l'UO.

J.C.

(1) Voir RI n° 23.
(2) Voir RI n° 18 et 19 : "Du gauchisme au néant".
(3) Voir RI n° 13 et 14 : "Deux avortons de la gauche du capital".

LA CONFERENCE DE MADRID

LES P.C. AU SECOURS DU CAPITAL NATIONAL

La rencontre Berlinguer-Marchais-Carrillo, leaders respectifs des partis communistes italien, français et espagnol, a surtout donné lieu à de nombreuses déclarations sur les "libertés". Tous Us commentaires à ce sujet sont venus s'ajouter à la campagne idéologique actuelle, menée désormais sous la houlette de l'administration Carter, dans le contexte de la rivalité est-ouest, sur la répression en Afrique ou en Amérique Latine, la contestation en URSS, etc. (voir "Est-Ouest : le doigt sur la détente").

Le trait marquant de cette "conférence de Madrid" (mars 1977) n'est pas tant le rappel de la part des PC de leur attachement aux "libertés" que l'illustration du rôle que ces partis de trois pays européens importants sont de plue en plus appelés à jouer dans la crise.

- En premier lieu, la visite du PCF et du PCI à leur homologue espagnol fait partie de la politique de "prise en charge" de la situation en Espagne par la bour-

- le véritable objet de la rencontre illustre une des contradictions fondamentales du capital. D'une part, Us besoins au niveau national se traduisent par la nécessité de la participation plus directe des PC aux gouvernements ; d'autre part, le renforcement du regroupement au sein du bloc, auquel est contraint de recourir chaque Etat, est un besoin pour lequel Us PC, aux yeux des Etats-Unis qui dominent ce bloc, n'offrent jamais assez de garanties.

- Enfin, cette "conférence de Madrid", marquée essentiellement par l'insistance des PC sur Uur préoccupation majeure, à savoir la défense de Uur économie nationale, révèle une fois de plus la nature profondément contre-révolutionnaire de partis dont le programme est un renforcement du capitalisme d'Etat et la fonction spécifique un encadrement draconien de "leur" classe ouvrière.

au chevet de l'Espagne

• Lorsque Franco disparaît, fin 1975, l'Espagne connaît une situation économique chaotique doublée d'une forte combativité ouvrière. Echaudée par les soubresauts au Portugal qui, depuis plus d'un an, servent de banc d'essai aux réponses politiques possibles à la crise, la bourgeoisie espagnole à son tour a besoin de l'aide internationale pour mettre en place une succession gouvernementale. La bourgeoisie des autres pays, et surtout de l'Europe, ne s'y est pas trompée qui, avant même que Franco disparaisse, a déjà condamné les ultimes anachronismes du "franquisme" en dénonçant les exécutions d'octobre 1975. Par la suite, les difficultés vont encore s'accroître et la résistance ouvrière culminer dans la vague de grèves de janvier à mars 76. Les émissaires de haut rang vont se succéder au chevet du malade dont l'instabilité politique pourrait mettre le feu aux poudres de l'Europe. Giscard d'Estaing, Willy Brandt, Mitterrand et d'autres viennent apporter leur caution à la "restructuration". Les "libéraux", les "socialistes" en décembre 76, les "démocrates-chrétiens" en février 77, se rendent en Espagne. Les "gauchistes", quant à eux, dénoncent depuis toujours les excès du "franquisme". Et, à leur tour, les "conmunistes" viennent étayer de façon spectaculaire l'appui unanime à la "démocratisation" de l'Espagne dans leur "conférence de Madrid".

Comme en Italie et en France, le "miracle" économique espagnol s'est volatilisé pour laisser place à un marasme auquel le PC, par les mesures étatiques qu'il préconise et son contrôle sur une classe ouvrière de plus en plus indocile, se propose de remédier. Mais cette participation indispensable, outre les réticences anachroniques qui subsistent au sein de la bourgeoisie à l'intérieur, se trouve limitée par le besoin simultané du resserrement autour du bloc de tutelle dont ne peut se passer un capital national affaibli par une crise qu'il ne peut affronter.

Dans ce contexte, les options nationalistes anti-américaines et souvent prorusses des PC soulèvent des résistances à leur venue au pouvoir comme l'a montré l'élimination du PC du gouvernement au Portugal et le maintien du PC italien dans l'antichambre du pouvoir en position responsable mais non dominante.

chacun pour soi, un bloc pour tous

La "conférence de Madrid" entre PCE, PCF et PCI n'illustre pas, comme on voudrait le faire croire, une coïncidence de vue sur les charmes soudain redécouverts de la "liberté" et autres bavardages mystificateurs et mensongers de loups se faisant agneaux. Elle montre une similitude de la situation politique des bourgeoisies nationales espagnole, française et italienne. Dans ces trois pays, l'impérialisme dominant exige l'assurance d'un engagement qui ne vienne pas contrecarrer les intérêts fortement implantés du capitalisme américain au plan économique comme au plan stratégique . Cette limitation est une condition que mettent les Etats-Unis et le bloc de l'Ouest à la prise de responsabilités gouvernementales par les PC. C'est ce qui conduit ces derniers, conscients de leur mission nationale, à découvrir les vertus du "pluralisme", à mettre de l'eau dans le vinaigre de leur vocation à gouverner seuls, à trouver à redire au "modèle de socialisme", leur justification principale aux yeux de la classe ouvrière qui correspond en fait à leur penchant pour une défense du capital national plus près du bloc russe.

C'est ainsi qu'on a pu parler d'"eurocommunisme" à propos de cette conférence à laquelle le PC portugais, déconsidéré par le zèle qu'il mit à éliminer tout partenaire et à prendre ses distances vis-à-vis de la tutelle américaine, n'a pas été invité. L'"eurocommunisme" n'est en fait qu'une invention idéologique pour qualifier un tournant de plus auquel les PC sont habitués pour justifier tantôt leur participation, tantôt leur éloignement de l'appareil gouvernemental, tournant qui, en l'occurrence, résulte de la force actuelle du facteur international dans la politique de la bourgeoisie.

Nous n'entrerons pas ici dans les nuances et les divergences entre PCE, PCF et PCI au cours de la rencontre. Ces différences ne font qu'exprimer la nature même de la politique bourgeoise des PC : la défense du capital national avant toute autre considération d'ordre idéologique, ce que d'ailleurs chacun des participants s'est fait fort de mettre en avant ouvertement comme son souci m-.jeur.

les P.C. contre la classe ouvrière

Pour la bourgeoisie, le nationalisme réaffirmé avec force par Marchais, Berlinguer et Carrillo, ne peut que rendre plus crédibles, aux yeux de qui douterait encore, les bonnes résolutions et la validité des remèdes préconisés pour préserver la domination capitaliste. Pour la bourgeoisie, le nationalisme des PC ne peut que remettre en mémoire, à qui l'aurait oublié pendant la "disgrâce" de la "guerre froide", que le PC est un des siens qui a déjà fait ses preuves dans la défense de l'Etat ("Front Populaire", "libération", etc.) Pour le prolétariat, ce nationalisme résonne, non pas comme une nouvelle démonstration du cours "opportuniste" d'un parti autrefois ouvrier (]), mais comme rappel du caractère purement bourgeois aujourd'hui de ce parti passé avec armes et bagages dans le camp du capital avec la défaite de la vague révolutionnaire des années 20.

Forts de leur emprise sur la classe ouvrière, le PCF, le PCI et le PCE à Madrid ont réaffirmé leur nationalisme et sont venus rassurer leur bloc de tutelle que la page est tournée : "L'Internationale Communiste" a fait son temps" a proclamé Marchais. Cette déclaration se veut, pour les dirigeants occidentaux, une assurance d'un engagement des PC vis-à-vis des contraintes de leur bloc. ~

L'Italie, la France et l'Espagne peuvent de moins en moins se passer de ces ardents patriotes et défenseurs de l'Etat national que sont les PC et du rôle qu'ils jouent dans le maintien de l'ordre social. Ils revêtent aujourd'hui le masque de la "liberté" pour céder aux pressions d'ordre international qui leur demandent le plus pour leur donner le moins, ce qui ne manquera pas de leur causer quelques difficultés. Avec l'évolution vers une lutte de classe de plus en plus intense, les contraintes internationales passeront au second plan. A ce moment là se dévoilera non pas un "eurocommunisme", un "polycentrisme", un "socialisme aux couleurs de la France", une "voie italienne au socialisme", mais la fonction spécifique des PC, celle de combattre comme ennemis irréductibles de la classe ouvrière.

M. G

(1) Position du PCI ("Programme Communiste") reprise dans l'article sur 1'"eurocommunisme" et les dissidents" (le Prolétaire n° 240).

LE DOIGT SUR LA DETENTE

Depuis que, dans son discours inaugural, Carter a déclaré: "parce que nous sommes libres, nous ne pouvons jamais rester indifférents au destin de la liberté partout ailleurs", un vent de "moralisation" souffle sur le monde. En commençant par le soutien aux dissidents du bloc soviétique et la lettre personnelle de Capter à Sakharov, "champion déclaré des droits de l'homme", en continuant par la condamnation des pays d'Afrique et d'Amérique Latine "coupables" de "violations des droits de l'homme et des libertés", en poursuivant par l'exposé ouvert dans le Washington Post des "pratiques" de la CIA et de son rôle dans le coup d'Etat de Pinochet au Chili, les Etats-Unis entendent "prendre partout la tête des mouvements pour la défense des droits de l'horme à l'étranger et aux Etats-Unis même". A entendre Carter, U monde s'apprête à vivre, sous l'impulsion des USA pourvus d'une "virginité" toute neuve, une ère nouvelle de fraternité. En fait, la seule perspective que puisse donner à la société le capitalisme en crise est celle de la guerre impérialiste, et ces discours moralisateurs ne sont autre chose qu'une préparation à celle-ci.

• Les voeux pieux sur la limitation des armements stratégiques, sur l'accord russo-américain SALT II, et même sur la "perspective" de suppression totale de l'arme atomique vont de pair. . . avec le prodigieux développement de la production et du commerce d'armements dans le monde entier, avec les manoeuvres et les essais militaires en prévision d'une guerre éventuelle. Les prêches unanimes à l'Ouest comme à l'Est sur la "détente" et la "coexistence pacifique" vont de pair... avec les incessants conflits du Tiers-Monde et les cris "alarmistes" des américains sur la suprématie militaire russe et la nécessité pour les pays européens de "préparer leur défense". Les déclarations fracassantes de Jimmy Carter sur la "défense des droits de l'homme", celles des russes sur U "non-ingérance" et la "liberté des peuples", celles de tous sur "le respect des accords d'Helsinski" vont de pair avec la violence généralisée et croissante, inhérente au système capitaliste en pleine décadence et qui se déchaîne de l'Afrique à l'Asie, de l'Amérique latine aux pays de l'Est par armements russes, américains, français, etc. interposés... quelles que soient les "bonnes intentions" de certains membres de la bourgeoisie, ce sont les intérêts économiques de cette classe qui guident et ont toujours guidé le cours de sa politique et toutes les Conférences d'Helsinski et autres n'y ont jamais rien changé (1). Les faits sont là pour démentir tout son bla-bla idéologique et pour montrer la seule voie que peut prendre le système capitaliste en crise : la guerre impérialiste.

l'évolution de la situation internationale

Dans ces conditions, où en est la situation sur l'arène mondiale et quel est le sens de la grande "croisade des droits de l'homme" lancée par l'administration Carter? Le rapport de forces entre URSS et USA qui s'est établi sur la planète pendant ces dernières années, a fondamentalement penché en faveur des USA .(2). Au Moyen-Orient et en Afrique australe essentiellement, les USA ont réussi à stabiliser relativement la situation et à cause de leur incontestable supériorité économique sur le bloc russe, cette stabilisation n'a pu jouer qu'en leur faveur. Parce qu'ils pouvaient jouer à la fois la carte de la "paix" et la carte de la guerre, la politique de "détente" préconisée par Brejnev a finalement profité aux USA. Mais à l'ère de la décadence du système et dans les convulsions de plus en plus algues de sa crise mortelle, il n'y a ni paix, ni "détente", ni "coexistence pacifique" possibles et le monde ne peut que se scinder en deux blocs irréversiblement antagoniques.

Malgré les discours des dirigeants russes sur la "détente", ils sont forcés d'aller de l'avant, de tenter des poussées dans la zone d'influence américaine et le continent africain en est actuellement le terrain privilégié. Cette nécessité s'est dernièrement concrétisée dans le renforcement de la tutelle de Moscou sur l'Ethiopie lors du coup d'Etat de début février dernier, et dans les voyages de Fidel Castro et de Podgorny dans les pays africains qui sont déjà sous influence russe ou susceptibles d'y tomber (Ethiopie, Somalie, Tanzanie, Mozambique, Zambie, Angola). Par ces voyages, l'URSS cherche à renforcer la cohésion de son bloc en Afrique et Castro se fait actuellement le "commis-voyageur" de l'impérialisme russe comme Kissinger a été celui des USA. U a en particulier préconisé la possibilité d'une alliance Somalie-Ethiopie-Sud Yemen ce qui donnerait à l'URSS un contrôle quasi total sur les entrées dans la mer Rouge. Ce dont on mesure l'importance, puisque la corne orientale de l'Afrique est une zone stratégiquement plus cruciale de par sa proximité du Moyen-Orient et de la Méditerranée La préparation à l'offensive vient de se concrétiser dans l'attaque du Zaïre par des "gendarmes katangais" qui avaient été armés par le MPLA pendant la guerre de "libération nationale" en Angola. Il y a à peine un an que la "libération " de l'Angola se terminait. La "libération" des katangais chassés de leur territoire de Shaba (une zone zaïroise d'une importance minière fondamentale) commence. Et bien que les américains, tout en s'empressant d'envoyer de l'aide matérielle à ce bastion occidental qu'est le Zaïre en Afrique, tergiversent sur la teneur militaire de celle-ci -ce qui pousserait la Russie à s'impliquer ouvertement dans l'affrontement- , la France et la Belgique remplissent leur rêle de sous-traitants de l'impérialisme américain en envoyant l'armement nécessaire.

Dans un tel contexte, les observateurs qui analysent la politique de "moralisation" de Carter comme un "pacifisme" succédant aux "échecs" du Viêt-Nam et de l'Angola et qui y voient un "retrait" des américains laissant aux "autres" le soin de se "brûler les ailes", tournent tout simplement le dos à la réalité Si les USA jouent à

(suite page 6)

VIE DE L'ORGANISATION

réunions publiques

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Auxerre, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Mulhouse, Nantes, Rouen, Toulouse.

Expression de la vie de l'organisation, les réunions publiques sont un instrument fondamental de notre intervention. Pour celles du mois de mars, un thème a été repris dans plusieurs villes : à Paris, à Bordeaux, à Dijon : l'anarchisme.

A ces trois réunions, l'assistance fut nombreuse. Après des exposés qui traçaient nos positions sur la nature de l'anarchisme et son caractère non prolétarien, la discussion s'ouvrit de manière tumultueuse à Paris et à Bordeaux. Manifestement, dans ces deux villes, l'invective des anarchistes présents au débat remplaçait tout souci réel de clarification, tandis qu'à Dijon, les questions posées ont pu exprimer un réel souci d'approfondissement.

Certains axes ont pu apparaître dans ces discussions :

- au travers de la vision morale de l'anarchisme, la vision manichéenne d'un monde divisé entre ce qui est bien : le souffle libertaire, et ce qui est mal : l'Etat, il y a une totale incompréhension de ce que signifie l'organisation révolutionnaire et l'histoire du mouvement ouvrier ;

- Face à la vision anarchiste d'un mouvement marxiste autoritaire, d'un bloc qui aurait sombré dans le stalinisme, et d'un mouvement anarchiste perpétuellement "pur" malgré quelques "erreurs", les révolutionnaires ont dû réaffirmer la nature contre-révolutionnaire de l'anarchisme au travers de sa participation à la première guerre impérialiste mondiale, aux syndicats, au gouvernement de Front populaire en Espagne 36 et soutenir la vision marxiste de compréhension des erreurs ou des trahisons dans le mouvement ouvrier.

- au travers de sa vision petite-bourgeoise du "bougnat maître chez soi" qui s'exprime par le fédéralisme, l'anarchisme trouve dans l'autogestion son cheval de bataille : chacun dans son usine, chacun sa production, chacun son exploitation. Face à cela, les révolutionnaires doivent affirmer l'unité de la classe ouvrière mondiale qui n'a pas d'intérêts divergents par pays, par région ou par usine, mais qui a un intérêt unique de classe, et c'est pour cela que le prolétariat se donne une organisation à son image : <u>internationale et centralisée</u>.

Ceci a permis dans toutes les réunions publiques de réaffirmer les tâches d'une organisation révolutionnaire. Contre l'éclectisme libertaire ou "anarcho-communiste" qui cherche dans tout mouvement ce qui est intéressant, qui voit dans toute lutte parcellaire une potentialité révolutionnaire, les marxistes doivent montrer la nécessité d'une analyse cohérente qui permet de dégager le les critères d'une activité révolutionnaire. La confusion est essentiellement l'expression du poids de l'idéologie dominante, produit d'une classe qui n'a plus d'avenir historique et ne peut donc avoir une vision objective sur l'histoire. Le marxisme est l'expression d'un point de vue cohérent sur l'histoire, l'expression d'une classe qui ne peut être qu'objective par rapport à l'histoire puisqu'elle n'a aucun intérêt à la perpétuation de son exploitation.

Auxerre
Permanences : 3ème mardi du mois, passage Soufflot, de 17 h. à 19 h.

Bordeaux
Réunion publique : vendredi 22 avril, à 21 h., au Café Victor Hugo, rue Victor Hugo : "LA CRISE EN CHINE CAPITALISTE".

Permanences : le 2ème mercredi du mois de 17 h. à 19 h. et le dernier samedi du mois, de 14 h. à 17 h. à la"librairie 33", 24, rue St James.

Clermont-Ferrand
Réunions publiques : jeudi 14 avril, à 20 h. 30, faculté de lettres : "L'AUTOGESTION, MYTHE CONTRE-REVOLUTIONNAIRE" 25 mai, à 20 h. 30 (endroit non encore précisé) : "LUTTE DE CLASSES EN PERIODE DE DECADENCE".

Dijon
Réunion publique : vendredi 15 avril, à 20 h. 30, à la MJC Maladière, rue Balzac : "FRANCE : LES ELECTIONS CONTRE LA LUTTE DE CLASSE".

Permanences : lundi 11 et jeudi 21 avril à 17 h. 30, au Pavillon St Bernard, 1er étage, Campus Montmuzard (bd Gabriel).

Marseille
Réunion publique : vendredi 29 avril, à 20 h. 30, salle Lacordaire, 30, rue Ste Victoire : "L'ANARCHISME PERPETUELLE INCOMPREHENSION DE LA LUTTE DE CLASSE".

Permanence : vendredi 23 avril, même adresse, de 18 h. à 21 h.

Mulhouse
Réunion publique : samedi 23 avril, à 17 h.,"Klapperstei 68", 4, rue Gutenberg : "CRISE DE RESTRUCTURATION OU CRISE MORTELLE DU CAPITALISME".

Nantes
Réunion publique : 14 mai, 3, rue Amiral Duchaffault, à 17 h. : "LES TACHES DES REVOLUTIONNAIRES".

Paris
Réunions publiques: samedi 2 avril, à 17 h., au 27, avenue de Choisy (1er étage, salle verte) : "LES ELECTIONS CONTRE LA LUTTE DE CLASSE" ; samedi 7 mai : "LUTTES" ILLUSOIRES (ECOLOGIE, FEMINISME, REGIONALISME, TERRORISME,.)" OU LUTTE DE CLASSE".

Permanences : tous les samedis à 16 h., même endroit.

Toulouse
Réunion publique : vendredi 22 avril, à 21 h., au "Clocher de Rodez", place Jeanne d'Arc : "ANARCHISME, PERPETUELLE INCOMPREHENSION DE LA LUTTE DE CLASSE".

Permanences : tous les samedis, à la cité universitaire de l'Arsenal, à 14 h 30.

Troyes
Permanences : 4ème mercredi du mois, Copainville, de 16 h. à 18 h.

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

<u>Abonnements couplés</u> : 12 numéros du <u>Journal et 4 numéros</u> de la Revue Internationale.

France	Etranger	Par avion
40 F	60 F	80 F

<u>Abonnements simples</u> : 12 numéros de RI seulement.

France	Etranger	Par avion
20 F	30 F	40 F

<u>Abonnements et versements à</u> :
C. Giné CCP La Source 34 195 33

souscription

A l'heure où la crise frappe avec de plus en plus d'acuité et que le prolétariat retrouve le chemin de son combat révolutionnaire, les communistes doivent intensifier leur activité alors même que tous les frais augmentent : papier, impression, frais postaux.

Pour faire face aux tâches qui l'attendent, et pour qu'ils puissent ainsi manifester concrètement leur soutien, REVOLUTION INTERNATIONALE ouvre auprès de ses lecteurs et sympathisants une SOUSCRIPTION PERMANENTE.

Directeur de la publication : C. Giné
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

PUBLICATIONS du C.C.I.

Accion Proletaria *(Espagne)*
Ecrire à l'adresse de RI.

Internacionalismo *(Venezuela)*
Ecrire à l'adresse de RI

Internationalism
PO Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.
New York, N.Y.10027 (USA)

PO Box 328
Station "D"
Toronto, Ontario (Canada)

Internationalisme *(Belgique)*
BP 2
Etterbeek 4
1040 Bruxelles

Adresse aux Pays-Bas :
IKS
Postbus 452
Nijmegen (Pays-Bas)

Rivoluzione Internazionale *(Italie)*
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggioro
Casella Postale 85/6
35100 Padova

CP 469
80100 Napoli

World Revolution *(G.B.)*
Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6XX

Revue Internationale
DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL :

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du C.C.I.

Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections de pays de notre courant.

Elle se fixe les tâches suivantes :
- la publication de prises de position et d'analyses de notre courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale
- la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés pour avoir été écrits au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires
- la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt

Complément indispensable des publications spécifiques à chaque pays, elle apporte l'approfondissement théorique nécessaire à la clarification des positions révolutionnaires.

Sommaire de la REVUE INTERNATIONALE n°9 - mars-avril-mai 1977
La gauche communiste en Russie : 1918-30 (2ème partie)
Notes pour une histoire de la gauche communiste (fraction italienne, 1926-39)
1er Congrès d'Internationalisme (Belgique)
La "Communist Workers'organisation" (GB) et les leçons du regroupement des révolutionnaires
Rupture avec Spartacusbond (Pays-Bas)
Spartacusbond : seul au monde ?
Correspondance avec "Combate" (Portugal)

IMPERIALISME

(suite de la page 5)

"l'Amérique repentie" lorsque Tyson déclare à l'ONU : "la guerre du Viet-Nam et le scandale du Watergate firent de nous une nation plus déterminée et plus humble", c'est parce qu'ils ont besoin de redorer leur blason : la "moralisation" c'est un DRAPEAU DE RALLIEMENT pour les affrontements à venir, un vernis idéologique qui manquait à la trop cynique "realpolitik" de Kissinger.

la moralisation

La guerre du Vietnam avait discrédité les gouvernements Kennedy et surtout Johnson aux yeux de la population américaine. Pour lui permettre de faire face à ses engagements militaires, il faut au gouvernement américain un "idéal" pour éviter des remous au sein du pays qui subit, comme partout dans le monde, la crise générale du système ; cet idéal, qui s'inscrit en continuation avec la grande "lessive" du Watergate et la récusation de Nixon, c'est l'Amérique démocratique", qui défend la"liberté" et les "droits de l'homme" et qui est même capable de reconnaître ses "erreurs" chez elle, au Chili ou ailleurs.

D'un autre côté, les USA ont réussi à imposer un "modus Vivendi" économique concerté aux pays de leur bloc. Cependant, face à la crise qui les attaque d'autant plus violemment qu'ils sont plus faibles, les troubles sociaux sont inévitables. Dans les pays d'Europe que la crise économique plonge dans des bouleversements politiques, l'avenir est à la gauche pro-atlantiste (PS, partis sociaux-démocrates) d'autant plus que leur proximité du bloc soviétique les rend plus vulnérables. Mais, pour que cet atlantisme ne se discrédite pas aux yeux des populations occidentales, pour éviter un "anti-américanisme", pour renforcer la cohésion du bloc non seulement au niveau économique mais aussi au niveau idéologique, l'Amérique met en avant "le respect des droits de l'homme" dont elle se fait le champion. Quant aux dénonciations des régimes d'Amérique Latine dont les méthodes ouvertement répressives peuvent mettre en péril la stabilité de situations sociales catastrophiques, les USA tentent de les "modérer" et même de préparer une carte de rechange dans les pays où les gouvernements peuvent Être appelés à tomber.

Enfin, l'ennemi direct contre lequel est dirigé cette campagne et contre lequel doit se rallier l'ensemble des pays du bloc américain, c'est l'URSS et le bloc soviétique. Le mouvement de contestation (3) qui le traverse aujourd'hui est fondamentalement l'expression des difficultés de ce bloc atteint, au même titre que le reste du monde, par la crise du capital. En soutenant les mouvements de contestation au nom de la "liberté", en saluant les Sakharov, les Boukovski, etc., les USA cherchent à frapper leur ennemi là où s'expriment justement ses faiblesses et trouvent dans la "défense des droits de l'homme" le slogan de la lutte qui doit aller en se durcissant contre l'autre impérialisme dominant.

oOo

Ainsi, toute la campagne de Jimmy Carter constitue fondamentalement une préparation à la guerre. La politique américaine actuelle s'inscrit dans le même cadre et la même dynamique que celle de Kissinger ; son durcissement est fondamentalement <u>l'expression du durcissement de la tension internationale</u> elle-même, que l'approfondissement de la crise économique du système capitaliste impose à l'Est comme à l'Ouest.

Et, comme toujours, on ne parle jamais autant de paix et de détente, on n'est jamais aussi "respectueux" des "droits de l'homme" et des "droits des peuples" qu'à la veille des guerres où on s'apprête à les fouler aux pieds avec le plus de violence, et le langage du gouvernement de Carter s'apparente en "humanisme" et en "bons sentiments" à celui de Roosevelt appelant à la seconde boucherie mondiale.

En l'absence d'une offensive du prolétariat international pour détruire le système, il n'y a pas d'illusions à se faire sur ce que le capital prépare inéluctablement à l'humanité : toujours plus de violence, toujours plus de barbarie et un troisième holocauste mondial qui ne peut que dépasser toujours les atrocités des précédents.

C N

(1) Lire RI n° 17 : "Helsinki : les vautours de la paix"
(2) Lire Revue Internationale n° 5: "Rapports sur la situation internationale" et articles dans RI
(3) Lire dans RI n° 35: "Une contestation pour consolider le capitalisme".

CRITIQUE DE L'ANARCHISME

2. LES ANARCHISTES DANS L'A.I.T

Dar.s un premier article paru dans le n°34 de RI : "Le poids de la petite-bourgeoisie sur un prolétariat naissant", nous avons vu comment l'anarchisme, notamment à travers son premier théoricien : Proudhon, a pu peser sur un prolétariat en formation. Cet article nous a valu une correspondance abondante ; nous ne citerons ici, faute de place, que des éléments d'une lettre qui nous a semblé particulièrement significative et qui, bien malgré elle, ne fait que confirmer ce que nous avons avancé dans le premier article.

"RI n'a pas failli à la nouvelle vague qui sévit depuis quelques temps parmi certaines organisations::â savoir la peur du renouveau des idées libertaires, peur qui se traduit par une profusion d'articles anti-anarchistes dont la teneur critique prouve une méconnaissance totale du mouvement anarchiste...
1ère contre-vérité : "L'anarchisme oppose sa vision individualiste de l'histoire à la vision historique, de classe, du marxisme"... Nous disons qu'il existe deux classes antagonistes dans tout système étatiste, mais nous disons aussi que la nature de ces classes s'est transformée et... que c'est la fonction qui est devenue l'élément sur lequel repose le principe de classe. Quant à la notion d'individu, nous ne la nions pas et nous somme pleinement persuadés que l'Homme est le principe de base de la société ; qu'il faudra changer l'Homme pour aller vers le communisme...

2ème contre-vérité: "L'anarchisme refuse de combattre l'Etat car ce serait le reconnaître"... flous reconnaissons l'existence de l'Etat mais nous refusons de le combattre avec ses aimes, c'est-à-dire le bulletin de vote...

3ème contre-vérité: "L'anarchisme est impuissant et n'a aucune prise sur le coure de l'histoire". Je n'ai pas grand chose à répondre à ceci, si ce n'est de vous conseiller de relire l'histoire du mouvement ouvrier...

4ème contre-vérité: "L'anarchisme justifie le patriotisme"... Même Dualos n'a pas osé écrire cette phrase ! Est-ce utile de voue rappeler les principes antipatriotes et antinationalistes ?

5ème contre-vérité: "Les anarchistes n'ont pas la violence de classe dans leurs "théories". Etre systématique dans la violence ou la non-violence,c'est être dogmatique et en tant qu'anarchistes, nous nous y refusons".

Pour ce qui est de la "peur du renouveau des idées libertaires", que notre lecteur se rassure : le CCI n'a pas tremblé dans ses fondements devant la multiplication des groupes dits "libertaires" de l'après-68. Il n'a fait qu'en tirer des enseignements sur la faiblesse actuelle du mouvement ouvrier après 50 ans de contre-révolution, ce qui fera l'objet d'un article ultérieur.

Restent cinq prétendues "contre-vérités" :

- La critique d'une "méconnaissance totale du mouvement anarchiste" ou du mouvement ouvrier, qui se veut fondamentale, ne fait que souligner l'incapacité des anarchistes à comprendre l'histoire autrement que comme un catalogue de faits, et par là-même, l'impuissance d'une théorie qui, incapable d'interpréter l'histoire, est encore moins capable de la transformer en armant le prolétariat.
- D'autre part, considérer "l'Homme" comme "le principe de base de la société", c'est justement avoir une vision individualiste de l'histoire puisque c'est refuser la conception suivant laquelle l'histoire est celle de la lutte des classes.
- Quant aux positions traditionnelles des anarchistes sur l'Etat, sur le nationalisme et sur la violence, nous montrerons dans cet article et les articles suivants que l'histoire s'est chargée de répondre : nous nous bornerons dans cette introduction à souligner que, en général, aux grands"principes" "antipatriotiques et antinationalistes" affirmés par les anarchistes dans des conditions "normales" de calme social ont succédé, de manière "exceptionnelle" en période de révolution la participation à l'Etat, la défense de la patrie...

Dans cet article, nous verrons dans quelle mesure les anarchistes ont exprimé dans la Première Internationale la faiblesse du mouvement ouvrier.

l'impuissance de la théorie anarchiste: l'histoire comme «connaissance» ou comme arme du prolétariat?

Qu'il nous reproche de méconnaître totalement le mouvement anarchiste ou d'avoir mal lu l'histoire du mouvement ouvrier, notre lecteur se place tout de suite sur le terrain du mouvement dont il se réclame : l'anarchisme. En effet, pour l'anarchisme, l'histoire est composée d'une suite de faits dont il faut ou non se réclamer au nom des"principes éternels" : contre l'autorité, contre l'Etat,... Parce qu'ils sont le reflet de cette lutte contre"l'autorité", l'anarchisme se réclame des mouvements inorganisés, localistes, et, par là-même, faibles : les canuts en 1831, la Commune de Paris, Cronstadt, Canton... et ce dont ils se revendiquent particulièrement, c'est de cette inorganisation elle-même et de l'absence d'un parti prolétarien. Lorsqu'ils sont pour une organisation, c'est sur la base de l'usine, ou de la localité, ou de leurs "principes" idéologiques valables de tous temps et à n'importe quel endroit. En voyant l'histoire à travers ses"principes éternels", l'anarchisme fige l'histoire dans une idéologie qui ne peut être que celle d'une classe, ou d'une couche, qui n'a pas d'avenir historique : issu des couches d'artisans soucieux de bénéficier du"produit intégral de leur travail", l'anarchisme ne peut avoir qu'une vision ponctuelle de l'histoire. Au nom de 1'anti-dogmatisme dont se réclame aussi l'auteur de la lettre citée, l'anarchisme ne fait que tomber dans un dogmatisme d'autant plus grave que le prolétariat encore faible en a subi l'influence.

Pour le marxisme, l'histoire n'est pas un problème de "connaissance" mais de compréhension et d'utilisation par le prolétariat. En effet, pour lui, il ne s'agit pas de se réclamer de tel ou tel mouvement en fonction de"principes éternels" idéologiques, mais en fonction des intérêts du prolétariat dans une période donnée : c'est l'expérience historique du prolétariat qui détermine ses principes d'action. Par exemple, en raison de leur refus de"l'autorité", les anarchistes ont de tout temps refusé "en principe" les élections ; les marxistes, eux, ont accepté les élections au XIXème siècle, dans la mesure où le les intérêts historiques du prolétariat dans cette période passaient temporairement par la satisfaction d'intérêts ponctuels de la bourgeoisie contre les classes plus rétrogrades. Lorsque les élections sont devenues une arme de la bourgeoisie contre la classe ouvrière, les anarchistes se sont donc trouvés avoir une position juste, ponctuellement, ce qui n'est pas suffisant pour en faire une théorie capable d'armer le prolétariat -de la même façon que, si une montre arrêtée indique l'heure juste deux fois dans la journée, ce n'est pas suffisant pour affirmer qu'elle marche.

Donc, en fonction de leurs "principes éternels", des anarchistes peuvent se permettre de renier Kropotkine et le "Manifeste des 16", Montsény et la CNT. et dire que l'anarchisme, le vrai,bien entendu, c'est autre chose. Mais ils raisonnent toujours dans l'absolu d'une espèce de conception manichéenne de l'histoire : c'est juste ou c'est taux, par rapport à leurs théories, et ne dépassent jamais le stade lde l'excommunication. Le résultat : une continuité dans les erreurs, qui sont toujours celles des "autres" tendances anarchistes, mais qui vont quelquefois, au-delà de l'impuissance à jouer un rôle historique, jusqu'à la contre-révolution.

Au contraire, par sa conception globale de l'histoire, le marxisme permet aux défaites passées du prolétariat de devenir des armes pour les luttes à venir. Il intègre les trahisons d'organisations marxistes comme la social-démocratie dans ses analyses mêmes : en expliquant pourquoi cette organisation a pu trahir la classe ouvrière à cette époque -et non le marxisme comme théorie- il donne au prolétariat la possibilité de renforcer sa conscience de classe et d'éviter ainsi que les mêmes erreurs ne se reproduisent. Ainsi, le marxisme, par sa compréhension globale de l'histoire du mouvement ouvrier, peut donner au prolétariat les armes dont il a besoin dans sa lutte contre la bourgeoisie : sa conscience et son organisation.

les anarchistes dans l'A. I.T. : le refus des moyens fondamentaux de la classe ouvrière: l'organisation et la conscience

On ne peut comprendre le r81e des anarchistes dans l'AIT sans auparavant replacer celle-ci dans le cadre d'une période où les conditions objectives de la révolution n'étaient pas encore mûres. Même si, dès cette époque, le prolétariat ne devait pas renoncer à lutter pour ses propres intérêts : l'amélioration de ses conditions de vie, son action était limitée par l'insuffisance du développement du capitalisme ; la principale tâche des révolutionnaires à cette époque était donc de donner au prolétariat les outils fondamentaux de son rôle historique futur, de lui donner la conscience la plus claire de son but historique et de ses moyens : l'organisation en tant que classe.

Le mûrissement de ces conditions objectives passant par, entre autres, le parlementarisme, le soutien aux fractions les plus capables de constituer le cadre national nécessaire au développement du capitalisme (guerre de Sécession,"unification" de l'Italie), le mouvement ouvrier ne pouvait échapper à l'influence de la bourgeoisie ; si bien que l'AIT s'étant donnée pour tâche "d'organiser les forces de la classe ouvrière, d'unir et d'harmoniser les divers mouvements ouvriers" (Marx, discours pour le 7ème anniversaire de l'AIT), comprenait des tendances aussi divergentes que des. proudhoniens, des mazziniens des blanquistes, des bakouniniens, des marxistes... Au fur et à mesure du développement du capitalisme, ces divergences seront amenées vers leur point de rupture, rupture entre les intérêts de la bourgeoisie et les intérêts historiques du prolétariat qui n'a fait qu'approuver ce que Marx écrivait déjà dès 1864 : "...je pense que cette nouvelle association se divisera très rapidement en ses éléments théoriquement bourgeois et théoriquement prolétariens, aussitôt que les problèmes seront mieux précisés" (lettre du 7/11/64). Ce n'est donc pas un hasard si l'AIT a d'abord vu le départ des mazziniens, puis celui des proudhoniens, puis celui des bakouniniens...

Dans l'évolution de sa composition, l'AIT reflète l'évolution même d'un mouvement ouvrier qui prend peu à peu conscience de ses intérêts historiques, et qui se dégage de plus en plus de l'emprise de la bourgeoisie pour former sa propre organisation. Dans cette évolution, l'anarchisme, qui prend d'abord la forme du proudhonisme puis celle du bakouninisme, représente le refus de cette organisation autonome du prolétariat et par là, pèse d'un poids très lourd sur un mouvement ouvrier encore faible. Le refus de l'organisation a pris différentes formes : le culte de "l'Ouvrier" dans "sa" fabrique qui faisait refuser à Tolain la présence d'intellectuels au Conseil Général, la "théorie" bakouniniste du fédéralisme qui permettait à Bakounine de décréter l'abolition de l'Etat dans la seule ville de Lyon en 1870 pour en faire une "commune libre", qui permettait surtout une série d'attaques contre "l'autorité" représentée par le Conseil Général et, pour lutter contre cette autorité , la constitution à l'intérieur même de l'AIT d'une organisation,secrète de surcroît. Non seulement les bakouniniens faisaient ainsi obstacle à l'organisation autonome du prolétariat en tant que classe, mais, de plus, ils nuisaient à la conscience que le prolétariat pouvait avoir de la nécessité de cette organisation. Non seulement ils divisaient les forces encore faibles du prolétariat, mais leur conception de la clandestinité s'opposait à une diffusion la plus large possible des idées révolutionnaires, alors même que le prolétariat luttait partout pour obtenir le droit d'association. L'"Alliance pour la Démocratie" se donnait de plus la possibilité de procéder à des exclusions secrètes dans l'AIT sous prétexte "d'influer, au sein de la fédération ouvrière locale, de sorte qu'elle ne prenne pas une marche réactionnaire ou anti-révolutionnaire".

Par ailleurs, l'anarchisme de Bakounine était malgré tout complètement différent de celui de Proudhon en ce qui concernait les moyens d'action immédiats des ouvriers et rejoignait sur ce point précis les révolutionnaires les plus conscients. A l'inverse des proudhoniens qui prOnaient encore, et surtout jusqu'en 1868, "un état social basé sur la justice, où la mutualité remplacera l'antagonisme" et qui pensaient que la grève était "mauvaise dans son principe et presque toujours funeste dans ses résultats" (rapport de la section liégeoise au Congrès de Bruxelles, en 68), les bakouniniens acceptaient la grève comme une "nécessité dans la situation actuelle de lutte entre le travail et le capital" (même Congrès). Ainsi, bon nombre d'anarchistes se sont retrouvés parmi les Communards quand l'insurrection est devenue un problème immédiat : leur activisme et le fait qu'ils reconnaissent la nécessité de la grève leur a permis de suivre le mouvement, sans pour autant en être des éléments qui auraient pur le faire progresser. En cela, en dehors de leurs "principes moraux" et qu'ils posent en a-priori comme le refus de toute autorité, etc., et que l'on pourrait appeler l'"anarchisme politique", ils rejoignaient le mouvement ouvrier dans ce qu'il avait de plus positif à l'époque : le syndicalisme

Ainsi naissait l'embryon de ce qui allait devenir l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire.Dans un prochain article, nous montrerons comment, de la faiblesse que représentait de leur part le refus de l'action politique, ces deux mouvements se sont retrouvés, face à l'électoralisme de la IIème Internationale, les pôles de regroupement des éléments les plus combatifs ; comment, ensuite, par leur refus de l'action politique, ils se sont retrouvés impuissants, en tant qu'anarchistes par rapport à la première guerre mondiale, et comment, de cette impuissance, ils sont ensuite passés à la contre-révolution en 36 en Espagne.

N. M.

FRANCE

LA CRISE POLITIQUE

(suite de la page 2)

continuera " à travailler avec obstination pour atténuer la division de la France", il reprend l'idée chiracienne d'un "pacte majoritaire" ... mais de 12 mois!

Mais, pour après ces élections, on peut s'attendre à des reclassements spectaculaires. Chirac annonce que "toute stratégie de secours en cas de victoire de la gauche est inconcevable et irréaliste" (27 mars). Pour le RPR, certainement! Marchais fanfaronne : "Si la gauche remporte la victoire, les communistes iront au gouvernement. Que personne ne se fasse d'illusion, les communistes ne resteront pas au bord de la route". Peut être, mais au cas où ils répugneraient de s'associer avec Giscard, Mitterrand les a prévenus: "Bien qu'il ne soit pas question de trahir nos engagements, je dis simplement que si les autres ne veulent pas participer au gouvernement, et bien, nous, nous le ferons". On lui fait confiance pour cela. En fait, strapontin ou soutien "à l'italienne", le PC devra passer sous les fourches caudines du PS, d'un PS prêt à collaborer avec un président Giscard fidèle à son poste et dont le chef a déclaré, le 27 mars : "Nous tenons à resserrer nos liens avec les Etats-Unis. Pour les liens militaires, il faudra voir de plus près".

Même si elle a plus de sens historiquement que le "pacte majoritaire", "l'Union de la Gauche" risque d'être sérieusement malmenée dans ces reclassements. Même si le jeu politique français bascule à gauche, dans la période qui vient, il ne saurait conserver la stabilité qu'il a connue pendant presque 20 ans. Avec l'aggravation de la crise économique du capital, la crise de son appareil politique deviendra de plus en plus violente. Dans ces affrontements, les chiens de garde de la bourgeoisie, comme les trotskystes, essaieront de dévoyer la classe ouvrière vers le soutien à un des belligérants ou bien vers une "union PC-PS contre tous les partis bourgeois", comme ils l'ont si bien fait au Portugal. S'il veulent s'écarter des pièges que le capital leur tend, les travailleurs devront au contraire comprendre qu'ils n'ont rien à gagner d'une participation à ces affrontements. Manifestation de la faillite historique du capitalisme, la crise politique devra fondamentalement servir à leur faire prendre conscience de la nécesaité de détruire le système, et avec lui tous les partis qui garantissent sa survie.

C.G.

CHINE 1927 : L'ISOLEMENT DANS LA REVOLUTION

En mare 1927, les ouvriers de Shanghai se sont soulevés dans une insurrection victorieuse qui leur donna le contrôle de la ville à un moment où toute la Chine était en ébullition. En avril, ce soulèvement fut brutalement écrasé par les forces de Chang Kat Chek, que le parti communiste de Chine et l'Internationale communiste avaient salué corme le héros de la "révolution nationale" chinoise. Le 50ème anniversaire du soulèvement des ouvriers chinois ne sera certainement pas célébré par toutes les fractions bureaucratiques qui luttent pour la domination de l'Etat capitaliste chinois aujourd'hui. Produits de la contre-révolution stalinienne, les dirigeants chinois actuels font partie de cette lignée qui non seulement est venue au pouvoir sur les ruines d'une classe ouvrière défaite, mais aussi a joué un rôle significatif dans la défaite de la révolution chinoise de 1925-27. C'est aux révolutionnaireb de rendre hommage aux prolétaires, aux communistes qui ont lutté et sont morts si héroïquement durant ces années, et c'est à eux de tirer Us leçons des luttes passées du prolétariat chinois, de manière à clarifier Us buts des futures luttes révolutionnaires de la classe.

la Chine et limpérialisme mondial

• Le vieux mode de production asiatique et la dynastie Mandchoue régnante étaient déjà en déclin quand les grandes puissances impérialistes de la seconde moitié du 19ème siècle imposèrent leur poigne d'acier sur l'économie chinoise. La Grande-Bretagne, la France, et plus tard le Japon et les USA traitèrent la Chine comme une colonie, la découpant suivant leurs propres intérêts et l'utilisant comme un débouché massif pour leurs marchandises en surplus. Les guerres de l'opium dans les années 1840 et 1850 furent une expression classique de la domination militaro-économique des impérialismes sur les régions pré-capitalistes du monde, qui étaient si vitales pour l'extension du marché mondial vers la fin de la phase ascendante du capitalisme. L'étau de l'impérialisme a grandement accéléré le déclin du vieux système asiatique, tout en rendant impossible tout développement significatif d'un capitalisme indigène. La défaite de la rébellion des Taiping en 1865 sonna la fin de la possibilité d'une révolution bourgeoise en Chine.

Quand la très corrompue dynastie Mandchoue fut finalement jetée bas par le soulèvement militaire de Sun-Yat-Sen en 1911, il était déjà trop tard pour mener à bien les tâches de la révolution bourgeoise -indépendance nationale, unification nationale, démocratie politique, réforme agraire- que le parti de Sun-Yat-Sen, le Kuomintang, avait inscrites à son programme. Dans un monde déjà divisé par les puissances impérialistes et qui se jetait vers la catastrophe de 1914-18, toute tentative de "révolution nationale" devenait immédiatement une arène pour les rivalités inter-impérialistes dans laquelle la bourgeoisie locale ne pouvait être qu'un pion dans les mains des principales puissances. Durant les semaines de "révolution" de 1911, la Chine explosa en une multitudes de régions dominées par différents "seigneurs de la guerre" qui furent les représentants locaux des différentes puissances impérialistes. Le projet de Chine démocratique, prospère, unie, de Sun Yat Sen s'est évanoui comme un rêve d'opium.

la Chine et la révolution mondiale

La principale tragédie de la révolution chinoise fut que, tout comme la Chine arrivée trop tard sur le marché mondial, le prolétariat de Chine se lança dans des luttes décisives contre le capital à une époque où la vague révolutionnaire qui avait débuté en 1917 était déjà sur son déclin.

La guerre mondiale a donné une énorme impulsion au développement de l'industrie chinoise, à partir du moment où la Chine a été capable de. tirer parti de la situation de demande sur le marché, tandis que la pression des puissances impérialistes s'était temporairement relâchée. Ceci à son tour accéléra le développement d'un prolétariat peu nombreux mais très concentré et monstrueusement exploité dans des villes comme Shanghaï Hangchow, et Canton. Beaucoup de travailleurs chinois avaient appris les traditions d'organisation durant les périodes d'émigration. Il ne fallut pas longtemps avant qu'un prolétariat organisé en Chine commence à faire sentir sa présence dans la vie de la nation. En mai 1919, le poids politique de la classe ouvrière chinoise fut démontré pour la première fois, bien que de manière confuse, quand les travailleurs de Shanghaï et d'ailleurs se mirent en grève pour soutenir les étudiants nationalistes protestant contre l'impérialisme japonais. En 1922, les marins de Hong Kong menèrent une grande grève qui obtint des concessions importantes de la part des britanniques et qui fut réellement la manifestation marquante de la classe ouvrière chinoise luttant sur son propre terrain.

Tout au long des années 20, la tentative des ouvriers chinois de développer leurs propres organisations fut exprimée par la formation de grands syndicats industriels tandis qu'en 1921 le parti communiste chinois fut fondé. Débutant comme un petit groupe d'intellectuels très hétérogène, avec une conception confuse du marxisme, il fut capable de s'étendre rapidement et d'élargir sa base ouvrière grâce au développement de la lutte de classe dans les années qui suivirent sa formation.

Mais, les formes d'organisation unitaires (syndicats) et l'organisation politique (PCC) dont se dotait la classe ouvrière portaient les signes de l'inévitable immaturité de ce jeune prolétariat. Les nouveaux syndicats chinois étaient les organisations dont se dotait la classe ouvrière en Chine alors qu'à l'échelle mondiale l'époque des luttes syndicales était terminée pour le prolétariat et que les syndicats existants étaient devenus des piliers de l'ordre bourgeois. Les syndicats chinois se sont ensuite avérés être un obstacle fondamental à la lutte révolutionnaire des années cruciales que furent les années 1925-27. De la même manière le FC chinois ne dépassa jamais totalement ses confusions initiales, particulièrement sur la question du nationalisme.

Les tragiques conséquences de tout cela apparurent rapidement.

Durant les années qui suivirent la première guerre mondiale, les convulsions du capitalisme mondial ont secoué profondément la Chine. L'intensification des rivalités inter-impérialistes au travers de la bourgeoisie locale, l'éclatement de grandes révoltes paysannes contre le système agraire archaïque et l'émergence d'une classe ouvrière très combative ont fourni la toile de fond de la période cruciale de la révolution de 25-27. Mais le destin de la révolution chinoise ne se jouait pas en Chine seulement, mais sur l'arène mondiale.

le poids de la dégénérescence de la Révolution russe

La grande vague révolutionnaire qui avait débuté avec la révolution d'Octobre en Russie subit un important reflux après 1920 et ne retrouva jamais son élan initial, malgré des luttes dispersées en Allemagne en 1921 et 1923, en Bulgarie en 1923 et en Chine en 1925-27. Ce reflux a eu les conséquences les plus profondes et les plus tragiques pour le bastion de la révolution : la Russie soviétique. Tentant de survivre dans un monde capitaliste, l'Etat russe, et le parti bolchévik qui avait fusionné avec lui, furent rapidement transformés en l'un des centres les plus importants de la contre-révolution mondiale. En Russie même, les besoins du capital menèrent à l'écrasement de la classe ouvrière et de sa résistance à Pétrograd et à Kronstadt en 1921, à la persécution des fractions communistes dissidentes et à la poursuite d'une accumulation féroce aux dépens de la classe ouvrière. Sur la scène mondiale, les mêmes nécessités ont conduit à la subordination de la révolution internationale aux besoins de l'Etat russe, à la recherche d'alliances et d'aides économiques de par le monde. Comme le dit Rosa Luxembourg, l'impérialisme est le mode de survie de tout capital national à notre époque, quelles qu'aient été les intentions des bolchéviks, ils furent incapables de résister à la faim impérialiste grandissante de l'état russe.

Après 1924, la fraction stalinienne renforça son contrôle en Russie et balaya les dernières entraves à la défense sans restriction des intérêts du capital nationale russe. Ce fut ce facteur qui s'avéra être une entrave particulièrement pernicieuse au développement de la révolution chinoise. Mais avant même 1924, la politique des bolchéviks en Chine avait déjà semé les graines de la future défaite. En 1922, le représentant du Kuomintern en Chine, H.Maring (allas Sneevliet) avait, après d'amicales discussions avec Sun Yat Sen, déblayé le terrain pour une alliance entre le PCC et le Kuomintang. Le but était la formation d'un "front unique anti-impérialiste" pour lutter pour la libération nationale de la Chine, ce qui dans un premier temps signifiait lutter contre les "seigneurs de la guerre" qui contrôlaient de larges secteurs de la Chine, surtout dans le Nord. Cette alliance impliquait que les militants du PCC rejoignent individuellement le Kuomintang, tout en maintenant une autonomie politique comme parti. En pratique, cela signifiait la quasi-totale soumission du PCC aux besoins du Kuomintang. Au quatrième Congrès de l'I.C. en 1922 -le même Congrès qui adopta la politique de front unique ouvrier- Rudek balaya rudement les hésitations des délégués du PCC à propos de l'alliance avec le Kuomintang :

"Camarades, vous devez comprendre qu'aujourd'hui en Chine ni le socialisme, ni une république des soviets n'est à l'ordre du juu.'.'

En d'autres mots, la Chine devait passer par une phase "démocratique bourgeoise" avant que la dictature du prolétariat puisse être à l'ordre du jour, -tout comme le prétendaient en 17 pour la Russie les menchéviks. Telle était la régression de l'I.C, qui avait affirmé lors de son 1er Congrès que seule la révolution prolétarienne mondiale pouvait libérer les masses opprimées des pays coloniaux.

La politique de l'I.C. dominée par Staline-Boukharine a mené cette logique jusqu'à ses conlusions ultimes. L'alliance entre le PCC et le Kuomintang en 1922 exprimait déjà la tentative de la Russie de s'allier avec la bourgeoisie chinoise afin de constituer un cercle protecteur contre ces puissances impérialistes (en particulier la Grande-Bretagne) qui manifestaient encore une hostilité intransigeante contre l'Etat soviétique. Le prolétariat chinois était de plus en plus considéré et utilisé comme un élément de marchandage dans les affaires de la Russie avec la bourgeoisie chinoise : ceci signifiait inévitablement que toute tentative du prolétariat chinois de lutter pour ses propres intérêts ne pouvait qu'être vue comme une menace pour l'alliance avec le Kuomintang.

Sous les auspices de Staline, l'I.C. a poursuivi cette ligne sans hésitation ni doute. Mais dès 1923, guidés par la main adroite de Borodine, des armes russes et des conseillers militaires affluèrent en Chine pour donner une expression concrète de l'alliance de la Russie des soviets, du Kuomintang et du PCC. Dans le PCC, un des plus fervents architectes de l'alliance avec le Kuomintang fut le jeune Mao Tse Toung.

oOo

Le cadre de l'a tragédie de la révolution chinoise, qui devait marquer le dernier soubresaut de la grande vague révolutionnaire étant donné dans la situation internationale qui précède les évènements de 1925-27, nous verrons dans un prochain article comment se sont ensuite développées les luttes révolutionnaires du prolétariat chinois, quelles en ont été les conséquences et la signification pour le prolétariat mondial, et quelles leçons en tirent aujourd'hui les révolutionnaires.

C.D.Ward

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section française du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur, tels que le travail salarié, la production de marchandises,les frontières nationales-et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie,Bloc de l'Est,Chine, Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste"

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

